

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025
**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC – (MINEE) EXERCICE 2025

N° LOT	Désignation	Imputation	Autorisation de Dépense	Montant TTC	Financement	Délais
1	Electrification de la localité de MINSE			18 000 000 FCFA	MINEE	3 mois
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE			8 800 000 FCFA	MINEE	3 mois
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1			9 350 000 FCFA	MINEE	3 mois
4	Electrification de la localité de MANDOÏ			9 350 000 FCFA	MINEE	3 mois

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

FEVRIER 2025

SOMMAIRE

<u>PIÈCES</u>	<u>PAGE</u>
Pièce n°1 : L'Avis d'Appel d'Offres National Ouvert (AONO)	3
Pièce n°2 : Le Règlement General de l'Appel d'Offres (RGAO)	16
Pièces n°3 : Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)	31
Pièce n°4 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	42
Pièce n°5 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	62
Pièce n°6 : Le Cadre du Bordereau des prix Unitaires (BPU)	70
Pièce n°7 : Le cadre du devis quantitatif et estimatif	86
Pièce n°8 : Le cadre du Sous-Détail des Prix unitaires	94
Pièce n°9 : Le modèle de Lettre Commande	90
Pièce n°10 : Les formulaires et modèles à utiliser par les soumissionnaires	106
Pièce n°11 : La liste des banques et des compagnies d'assurances agréées et habilitées à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics	119

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

|DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE

PIECE N° 1

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
(AONO)**

REPUBLIC DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

AVIS

D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C- BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE

Financement : Budget d'Investissement Public (BIP) MINÉE, EXERCICE 2025

1. Objet de l'Appel d'Offres :

Le Maire de la Commune de Bot-Makak, Maitre d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'électrification dans certaines localités de la Commune de Bot-Makak, Département du Nyong et Kellé, Région du Centre.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

2.1. Lot numéro 1 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT triphasé ;
- Poste de transformation H61 160 KVA ;
- Branchement ménage ;
- Prestations diverses.

2.2. Lot numéro 2 :

- Travaux préparatoires ;
- Réhabilitation ligne BT en poteau béton ;
- Branchement ménage ;
- Prestations diverses.

2.3. Lot numéro 3 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT monophasé aérien ;
- Poste de transformation H61 25 KVA ;
- Construction d'une ligne BT aérienne ;
- Branchement ménage
- Prestations diverses.

2.4. Lot numéro 4 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT monophasé aérien ;
- Poste de transformation H61 25 KVA ;
- Construction d'une ligne BT aérienne ;
- Branchement ménage
- Prestations diverses.

3. Allotissement

Les travaux sont subdivisés en quatre (04) lots ci-après définis comme suit :

N° LOT	Désignation
1	Electrification de la localité de MINSE
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1
4	Electrification de la localité de MANDOÏ

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

N° Lot	Nature de la prestation	Montant en FCFA
1	Electrification de la localité de MINSE	18 000 000 FCFA
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE	8 800 000 FCFA
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1	9 350 000 FCFA
4	Electrification de la localité de MANDOÏ	9 350 000 FCFA

NB : Toutes taxes comprises par lot.

5 Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de **trois (03) mois par lot**, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux contraintes particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Le délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

6 Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit Camerounais ayant des compétences dans le domaine des Travaux Publics. Possédant une bonne expérience dans la réalisation des travaux d'électricité et justifiant des capacités techniques et financières pour la bonne réalisation des travaux.

7 Financement

Les travaux objet du présent Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, sont financés par le **Budget d'Investissement Public (BIP), (MINEE) EXERCICE 2025.**

8 Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9 Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO dont le montant s'élève à :

N° Lot	Nature de la prestation	Caution de soumission
1	Electrification de la localité de MINSE	360 000 FCFA
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE	176 000 FCFA
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1	187 000 FCFA
4	Electrification de la localité de MANDOÏ	187 000 FCFA

Et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats. La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

10 Consultation du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée dans les Services du Maître d'Ouvrage, sis à Bot-Makak, à l'étage dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm), dès publication du présent avis au journal des marchés (JDM).

11 Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert

Le Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert peut être obtenu aux heures ouvrables à partir de 07h30 à 15h30 min à la Commune de BOT MAKAK, à l'étage dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM), dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement de **50 000 F (cinquante mille francs) CFA à la Recette Municipale de Bot-Makak**. Non remboursables. Ladite quittance devra préciser le numéro de l'appel d'offres et le numéro du lot. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires doivent présenter l'original de la quittance en se faisant enregistrer.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS ou sur le site de l'ARMP (<http://www.armp.cm>) disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

Toutefois, la soumission par voie physique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12 Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à la Commune de BOT MAKAK, à l'étage dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM) **au plus tard le 14 Mars 2025 à 12h00mn précises** et devra porter la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 005/AONO/C- BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE »**

Maître d'Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC – (MINEE)
EXERCICE 2025**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13 Recevabilité des plis

Les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être en cours de validité ou datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

NB 1 : Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

NB 2 : Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14 Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu, **le 14 Mars 2025 à 13 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) siégeant dans sa salle de réunions de la Commune de Bot-Makak.

NB : Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente,

conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15 Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

a) **Dossier administratif incomplet pour :**

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après un délai de 48 heures accordé par la Commission Interne de Passation des Marchés ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée.

b) **Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après:**

- Attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée ;
- Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif signé ;
- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- Une note d'organisation et de méthodologie comprenant le planning d'exécution des travaux ;
- Moins de 47 sous critères essentiels sur 51.

c) **Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :**

- Une soumission timbrée datée et signée ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible paraphé à toutes les pages et la dernière page signée et cachetée ;
- Le devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
- Le sous détail des prix quantifiés paraphés à toutes les pages et signé puis cacheté à la dernière page.

d) **Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre Financière ;**

d) **Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;**

e) **Non-respect des modèles du DAO.**

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- a) L'expérience du personnel d'encadrement sur 17 sous critères ;
- b) Moyens matériels sur 27 sous critères.
- c) Référence sur 03 sous-critères ;
- d) Planning d'exécution sur 04 sous-critères.

Le soumissionnaire sera qualifié s'il obtient un score minimum de 47 sous critères essentiels sur 51.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique notamment par un « Acte » ne sera pas pris en compte.

16 Attribution

Le Maire de la Commune de Bot-Makak, Maitre d'Ouvrage, attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et remplies les capacités administratives, financières et techniques requises.

17 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

18 Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de la Mairie de Bot-Makak, à l'étage dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM) ou en ligne sur la plateforme COLEPS ou ARMP aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19 Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, le Maître d'Ouvrage au numéro 694 61 17 92.

Fait à BOT MAKAK, le _____
LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BOT-MAKAK
(Autorité Contractante)

AMPLIATIONS

- ARMP - CENTRE (Pour publication au JDM) ;
- DD-MINMAP / NK (Pour information) ;
- Président CIPM / CBM ;
- Chef SIGAM / CBM ;
- Affichage/Archives.

REPUBLIC OF CAMEROON

 Peace – Work – Fatherland

 CENTER REGION

 NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

 GENERAL SECRETARIAT

 INTERNAL STRUCTURE FOR
 ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
 PUBLIC PROCUREMENT



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

 Paix – Travail – Patrie

 REGION DU CENTRE

 DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

 SECRETAIRE GENERAL

 STRUCTURE INTERNE DE GESTION
 ADMINISTRATIVE DES MARCHES
 PUBLICS

NATIONAL CALL FOR TENDERS OPENED IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 005/ONIT/BOT MAKAK-C/CIPM/ISAM FROM 12, FEBRUARY, 2025

**FOR THE EXECUTION OF ELECTRIFICATION WORK IN CERTAIN LOCALITIES OF THE MUNICIPALITY OF
BOT-MAKAK, DEPARTMENT OF NYONG AND KELLE, CENTER REGION**

FINANCING: Public Investment Budget (PIB) MINEE - EXERCISE 2025

1. Subject of the Call or Tenders:

The Mayor of the Commune of Bot-Makak, Project Owner, is launching a National Open Call for Tenders under emergency procedure for the execution of electrification work in certain localities of the municipality of Bot-Makak, Department of Nyong and Kellé, Center Region.

2. Consistency of the work

The works include in particular :

2.1. Lot number one :

- Preparatory work;
- Construction of three-phase MT line ;
- Transformer station H61 160 KVA ;
- Household connection ;
- Various services.

2.2. Lot number two :

- Preparatory work ;
- Rehabilitation of BT line in concrete pole ;
- Household connection ;
- Various services.

2.3 Lot number three :

- Preparatory work ;
- Construction of an overhead single-phase MT network ;
- Transformer station H61 25 KVA ;
- Construction of overhead LV line ;
- Household connection ;
- Various services.

2.4. Lot number four :

- Preparatory work ;
- Construction of an overhead single-phase MT network ;
- Transformer station H61 25 KVA ;
- Construction of overhead LV line ;
- Household connection ;
- Various services.

3. Allotment

The work consists of four (04) lots presented as follows:

LOT	Désignation
1	Electrification of the locality of Minse
2	Réhabilitation of the BT line in concrete pole the village of Bissombe
3	Electrification of the locality of SI-MANYAI 1
4	Electrification of the locality of MANDOÏ

4. Forecast cost :

The estimated cost of the operation following preliminary studies is :

LOT	Nature of the service	Estimated cost FCFA
1	Electrification of the locality of Minse	18 000 000 FCFA
2	Réhabilitation of the BT line in concrete pole the village of Bissombe	8 800 000 FCFA
3	Electrification of the locality of SI-MANYAI 1	9 350 000 FCFA
4	Electrification of the locality of MANDOÏ	9 350 000 FCFA

NB : including all taxes per lot.

5. Execution deadline :

The maximum execution period provided by the Project Owner for the performance fo the services is (**three 03 months per lot**), including all possible contraints linked to the isolation, the specific contraints of the site, the climatic conditions and the means of access on site. The period runs from the date of notification of the service order to begin work.

It is up to the Contracting Party to propose in its offer an execution schedule falling within the above-mentioned period.

6. Participation and origin :

Participation in this National Call for Tenders is open on equal terms to all Companies under Cameroonian law with skills in the field of public works. Having good experience in carrying out Electrification and justifying technical and financial capabilities for the good achievement of the work.

7. Financing :

The work of this notified national call for public invitation toadows are financed by **Public Investment Budget (PIB) – (MINEE), Fiscal year 2025.**

8. Mission of submission :

The submission method chosen for this consultation is offline.

9. Bid bond :

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the of public contracts the list of which appears in exhibit 11 of DAO, the amount of :

N° Lot	Nature of the service	Submission deposit
1	Electrification de la localité de MINSE	360 000 FCFA
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE	176 000 FCFA
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1	187 000 FCFA
4	Electrification de la localité de MANDOÏ	187 000 FCFA

And valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Minister responsible for finance to issue guarantees in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerne is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

Returned within fifteen (15) days from the date of publication of the results. The bid security of the successful bidder will be released as soon as the latter has signed the contract and provided the required final security.

10. Consultation of tenders file :

The physical version of the Call for Tenders Document can be consulted in the Contracting Authority's Services, located in Bot-Makak, upstairs in the Internal Administrative Management Service for Contracts (SIGAM).

It can also be consulted online on the platform (COLEPS) at the addresses <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice in the markets journal (JDM).

11. Acquisition of tenders file :

The Open National Call for Tenders File can be obtained during business hours from 7:30 a.m. to 3:30 p.m. at the Commune of Bot-Makak, upstairs in the Internal Administrative Management Service for Markets (SIGAM), upon publication of this Notice, upon presentation of a receipt for payment of 50,000 f (fifty thousand francs) CFA to the Municipal Revenue of Bot-Makak. Non-refundable. Said receipt must specify the number of the call for tenders and the number of the lot. When withdrawing the file, bidders must present the original receipt when registering.

It is also possible to obtain the DAO by free download on the platform (COLEPS) or on the ARMP website (<http://www.armp.cm>) available at the following addresses for the electronic version. However, physical submission is subject to payment of the DAO purchase fee.

12. Submission of offers :

Each offer redirected in French or English in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the Town Hall of the Commune of Bot-Makak, upstairs in the Internal Administrative Management of Markets (SIGAM) department no **than. 14, Mars, 2025 at 12:00 p.m.** sharp and must bear the following mention:

« NATIONAL CALL FOR TENDERS OPENED IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 005/ONIT/BOT MAKAK-C/CIPM/ISAM FROM 12, FEBRUARY, 2025

FOR THE EXECUTION OF ELECTRIFICATION WORK IN CERTAIN LOCALITIES OF THE MUNICIPALITY OF BOT-MAKAK, DEPARTMENT OF NYONG AND KELLE, CENTER REGION »

Banner : Mayor of the Commune of Bot-Makak

Internal Procurement Commission placed with the Commune de Bot-Makak

FINANCING: Public Investment Budget (PIB) MINEE - EXERCISE 2025

« TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION »

13. Admissibility of folds :

The required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified true by the issuing department or a competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be valid or dated less than three (03) months or have been established after the date of signature of the call for tenders.

NB : The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be inadmissible by the Project Owner :

- Bids bearing information on the identity of the tenderers ;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids ;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender ;
- Bids non-compliant with the bidding mode ;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only.

NB : Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids :

The opening of the bids will take place in one time and will take place on **than. 14, Mars, 2025 at exactly 1 p.m.** by the Internal Procurement Commission (CIPM) sitting in its meeting room in the Commune of Bot-Makak.

NB : Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies. Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria :

15.4. Eliminatory criteria :

a. Incomplete administrative file due to :

- Absence or non-compliance of the bid bond at the opening bids ;
- Absence or non-compliance of one document from the administrative file other than the bid bond after a period of 48 hours granted by the Internal Procurement Commission;
- False declaration or falsified document.

b. Incomplete technical offer due to absence of one of the following elements :

- Certificate of site visit dated, stamped and signed.
- A signed documented and illustrative site visit report ;
- Formal declaration attesting that the tenderer did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing contractors drawn by the Ministry of Public Contracts (MINMAP) ;
- An organization and methodology note including the work execution schedule ;
- Less than 47 under essential criteria out of 51.

c. Incomplete financial offer due to absence of one of the following documents :

- A stamped, dated and signed submission letter ;
- The unit price schedule (BPU) compliant with the model indicating of the prices exclusive of VAT in figures and in words, filled in legibly way, initialled on all pages, signed and stamped on the final page ;
- The quantitative and estimated estimate dated, signed and stamped ;
- Quantified breakdown of prices initialled on every pages.

d. Omission of a quantified unit price in the financial offer ;

e. False declaration or falsified document or non-authentic document ;

f. Non-compliance with the submission method.

15.5. Essential criteria :

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on :

- a. the experience of the supervisory staff out of 17 under criteria;
- b. the equipment out of 27 sub-criteria.
- c. Référencé of 03 sub-criteria ;
- d. Execution schedule of 04 sub-criteria ;

The bidder will be qualified if he obtains a minimum score of 47 under essential criteria out of 51.

NB: Any public official listed among the staff and who has not presented all the documents likely to justify their release from the Civil Service, in particular by an “Act” will not be taken into account.

16. Award of contract :

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed

17. Maximum number of lots :

Tenderers remain committed to their offer for ninety (90) days from the initial date set for the submission of tenders.

18. Further information :

Additional information can be obtained during business hours from the town hall of the Commune de Bot-Makak, upstairs in the Internal Administrative Management Service for Markets (SIGAM) or online on the platform (COLEPS) or ARMP at the addresses : <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and malpractices :

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, the Contracting Authority's (694 61 17 92).

BOT MAKAK, THE _____ 2025
THE MAYOR OF BOT-MAKAK COUNCIL
(Contracting Authority)

Enlargements:

- ARMP for publication and archiving ;
- DD / MINMAP / NK (for information) ;
- Chairman ITB / CBM (for information) ;
- Chef SIGAM / CBM ;
- Archiving/Chrono.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 2

Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

1.1 **Le Maire de la Commune de BOT MAKAK**, tel qu'il est défini dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), ci-après dénommé l'**"Autorité Contractante"**, lance un Appel d'Offres pour des Travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO. Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Travaux".

1.2 Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3 Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes "**Maître d'Ouvrage**" et "**Autorité contractante**" sont interchangeables et le terme "**jour**" désigne un **jour calendaire**.

Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent Appel d'Offres est précisé dans le RPAO.

Article 3 : Principes éthiques

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d'exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusives, coercitives ou obstructives, les conflits d'intérêts, les délits d'initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d'intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d'Appel d'Offres (pièce 10). En vertu de ces principes, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué :

a. défini, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :

i. Est convaincu d'acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. Sont convaincus de « pratiques collusives » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s'entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d'influencer leurs actions au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

v. Le « conflit d'intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d'un marché ou surveillant des procédures de passation et/ou de l'exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché conclu par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué, d'une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts financiers ou personnels suffisant pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement ;

vii. La complicité s'entend de :

- L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
- L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

viii. Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menace, harcèlement ou intimidation à l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.

b. rejette toute proposition d'attribution, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit d'intérêt, de complicité ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusives, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.2. L'Autorité chargée des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration pour trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initié, de complicité, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans son offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.3..L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables 30 de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans.

Article 4: Candidats admis à concourir

4.1. En dehors de l'appel d'offres restreint qui s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelé dans le RPAO, en règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire doivent être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement, le cas échéant ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;

ii. est dans le cadre d'un même appel d'offres, représentant légal d'un autre soumissionnaire ;

iii. Participe à plus d'une offre dans le cadre d'un même appel d'offres notamment, soit à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises, soit en tant que sous-traitant dans une offre tout en étant soumissionnaire à titre individuel ou membre d'un groupement d'entreprises. Un fournisseur peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement.

iv. Est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle ;

v. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

c. Une personne morale de droit public si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) gérée selon les règles de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.

d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas 31 bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.

4.2. L'appel d'offres est ouvert ou restreint selon les spécifications du RPAO à tous les candidats qui remplissent les conditions ci-après : a. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite ; b.ne pas être frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international ; c. souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

4.3. Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

4.4. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelée dans le RPAO

Article 5 : Matériaux, Matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5.1. Les matériaux, les matériels de l'entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché ne doivent pas provenir le cas échéant, de pays figurant dans la liste prévue dans le RPAO.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens et services poussent, sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués, transformés, assemblés ou importés.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire ;
- b. Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la présentation indiquée à l'article 13 du RGAO et comprenant notamment, toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de préqualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une préqualification) qui leur sont demandées dans le RPAO. Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

i. La production de l'extrait des bilans faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;

ii. l'accès à une ligne de crédit ou d'autres ressources financières ;

iii. Les marchés exécutés ;

iv. la liste du personnel clé ;

v. La disponibilité du matériel indispensable ;

vi Le certificat de catégorisation pour les prestataires de BTP, le cas échéant.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes : a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;

b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;

c. La nature du groupement (conjoints ou solidaires tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;

d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage pour l'exécution du marché ;

e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Cette visite lorsqu'elle est exigée dans le RPAO, doit être sanctionnée par une attestation de visite du site signée, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. Le Maître d'Ouvrage est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait 33 la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage, de toute responsabilité pouvant en résulter. Le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre-le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

Pièce n° 1 : L'Avis d'Appel d'Offres rédigé en français et en anglais (AAO) ;

Pièce n° 2 : Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;

Pièce n° 3 : Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;

Pièce n° 4 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Pièce n° 5 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Pièce n° 6 : Le Cadre du Bordereau des prix unitaires ;

Pièce n° 7 : Le Cadre du Détail quantitatif et estimatif ;

Pièce n°8 : Le Cadre du Sous-Détail des Prix Unitaires ou de la décomposition des prix, le cas échéant ;

Pièce n°09 : Le modèle de Lettre Commande ;

Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires notamment :

- Annexe n° 1 : Modèle de Déclaration d'intention de soumissionner
- Annexe n° 2 : Modèle de soumission
- Annexe n° 3 : Modèle de caution de soumission

- Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement définitif
- Annexe n° 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage
- Annexe n°6 : Modèle de caution de bonne exécution (retenue de garantie)
- Annexe n° 7 : Modèle de Cadre du planning
- Annexe n° 8 : Attestation de visite de site
- Annexe n° 9 : Fiches de présentation du matériel, personnel et références.

Pièce n°11 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier rang agréés par le Ministre en charge des finances, autorisés à émettre les cautions, dans le cadre des Marchés Publics, à insérer par l'Autorité Contractante. ;

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1. a) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans le RPAO ou via COLEPS avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

9.1.b). Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres dans un délai maximal de cinq (05) jours.

9. 2. Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage Délégué. En cas d'appel d'offres restreint, le recours doit :

- a) à la phase de préqualification, doit porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de préqualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris et publiés par le Maître d'Ouvrage lors de la procédure de préqualification ;
- b) Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la préqualification pour introduire 35 leur recours auprès du Maître d'Ouvrage, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- c) Ce recours n'est pas suspensif ;

9.3. Lorsque l'appel d'offres est la procédure retenue, le recours doit être adressé, entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis :

- a) au Maître d'ouvrage avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- b) il doit parvenir au Maître d'ouvrage au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;
- c) le Maître d'Ouvrage dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics ;
- d) en cas de désaccord entre le requérant et le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage Délégué, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours ;
- e) ce recours n'est pas suspensif.

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1. Le Maire de la Commune de Bot-Makak, Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO ;

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maire de la Commune de Bot-Makak, Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 11 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maire de la Commune de Bot-Makak n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le soumissionnaire et le Maire de la Commune de Bot-Makak seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être

rédigé dans une autre langue à condition d'être accompagné d'une traduction précise en français ou en anglais ; au quel cas et aux fins d'interprétations de l'offre la traduction fera foi.

Article 13. Documents constitutants l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

Il comprend notamment :

b.1.Les renseignements sur la qualification

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RGAO, notamment les références de l'entreprise, le matériel et la liste du personnel.

b.2. La Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que 37 le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, soustraitance, approche HIMO le cas échéant, etc.).

b. 3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- i. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ii. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4.Commentaires CCAP et CCTP (facultatifs)

Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

b .5. la charte d'intégrité

b-6- la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales

c. Volume 3 : Offre financière

Il comprend les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou le formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;

c.2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;

c.3. Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;

c.4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;

c.5. L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant. Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

13.2. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les soumissionnaires doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le

Maître d'Ouvrage fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

Article 14 : Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'Article 1.1 du RGAO, sur la base du bordereau des prix et du détail quantitatif et estimatif chiffrés et présenté par le soumissionnaire.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du détail quantitatif et estimatif.

14.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

14.4. Si les clauses de révision et ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et ou d'actualisation desdits prix doivent être précisés. Etant entendu que tout marché dont la durée d'exécution est au plus égal à un (01) an ne peut faire objet de révision des prix.

14.5. Tous les prix unitaires devront être justifiés par les sous détails conformément au cadre proposé à la pièce N°8 du DAO.

14.6. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays de l'Autorité Contractante spécifiée aux RPAO et dénommée "monnaie nationale".

b. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. L'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par l'Autorité Contractante et l'entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16 : Validité des offres

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

16.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire

peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 17 : Caution de Soumission

17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, et qui fera partie intégrante de son offre.

17.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Le cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 16.2 du RGAO. Pour les prestations relevant des lettres commandes, les chèques certifiés et les chèques-banques sont admis au titre du cautionnement de soumission.

17.3. Toute offre non accompagnée d'un cautionnement de soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

17.4. Les offres des soumissionnaires non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

17.5. Le cautionnement de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

17.6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le cautionnement définitif requis.

17.7. Le cautionnement de soumission peut être saisi :

a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ; b. Si, le soumissionnaire retenu : i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO ; ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO ; iii. Refuse de recevoir notification du marché.

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais prévisionnels d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais prévus. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés ne seront pas considérées comme non conformes. 18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article

18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.

18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. Le dossier d'appel d'offres doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

19.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieu et date indiqués dans le RPAO.

19.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous

19.4. Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données,

y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la

réunion préparatoire sera faite par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué en publant un additif conformément aux dispositions de l’article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

19.5. Le fait qu’un soumissionnaire n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 20 : Forme et signature de l’offre

Pour la soumission hors ligne,

20.1. Le Soumissionnaire préparera un original de chaque volume constitutif de l’offre décrit à l’Article 13 du RGAO, portant clairement l’indication “ORIGINAL”. De plus, le Soumissionnaire soumettra pour chaque volume le nombre d’exemplaires requis dans les RPAO, portant l’indication “COPIE”. En cas de divergence entre l’original et les copies, l’original fera foi. 20.2. L’original et toutes les copies de l’offre devront être écrits à l’encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l’article 6.1(a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l’offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par la ou les signataires de l’offre.

20.3. L’offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par la ou les signataires de la soumission. Pour la soumission par voie électronique.

20.4 L’offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d’Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l’offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l’appel d’offres dans les délais impartis.

20.5. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s’agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices

20.6 Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l’usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d’être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.

20.7. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d’une signature électronique à travers l’usage du certificat.

C. Dépôt des offres

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

21.1. La présentation des offres devra tenir compte du principe de séparation des pièces administratives (Volume 1), de l’offre technique (Volume 2) et de l’offre financière (Volume 3), toutes placées dans une enveloppe extérieure qui ne devra donner aucune indication sur l’identité du Soumissionnaire. Les Soumissionnaires doivent placer l’original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention “DOSSIER ADMINISTRATIF”, l’original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention “PROPOSITION TECHNIQUE”, et l’original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention “PROPOSITION FINANCIERE”

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l’ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur autre que le blanc.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées au Maître d’Ouvrage ou au Maître d’Ouvrage Délégué à l’adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres ;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l’objet et le numéro de l’Avis d’Appel d’Offres indiqués dans le RPAO, et la mention “A N’OUVRIR QU’EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT”

21.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l’adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d’Ouvrage ou au Maître d’Ouvrage Délégué de renvoyer l’offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du RGAO.

21.4. Si l’enveloppe extérieure n’est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l’offre est égarée ou ouverte prématurément

21.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l’offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratifs, technique et financier. Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

Parallèlement à l’envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l’Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l’Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

Article 22 : Date et heure limite de dépôt des offres

22.1- Date et heure limites de dépôt des offres

- a. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres
- b. La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.
- c. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.
- d. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.
- e. Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

22.2 : Mode de soumission

Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline).

Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation. Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

Article 23 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

Pour les soumissions hors ligne,

24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

24.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.7 du RGAO.

D. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 25 : Ouverture des plis et recours

25.1 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés

25.2. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, y compris pour les travaux de grande importance ou complexes ayant fait l'objet d'une procédure de préqualification. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou la copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à

haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

25.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que la commission de passation des marchés compétente peut juger utile de mentionner. Tous les rabais et variantes de l'offre annoncés lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.4. Etant donné qu'une offre ou une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte et lue à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, ne peut pas être soumise à évaluation, la commission s'assurera systématiquement que toutes les offres reçues ont bel et bien été examinées.

25.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission. Un extrait du procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence signée par tous les participants est remis à chaque soumissionnaire à sa demande. Enfin seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés

25.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission de passation des marchés met à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics un exemplaire de l'offre de chaque soumissionnaire paraphé par ses soins.

25.7. En cas de recours, le soumissionnaire doit adresser sa requête au Comité d'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué le cas échéant, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Ce recours qui ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées, n'est pas suspensif.

Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet du registre de recours qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

25.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution, ou le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution, peut entraîner le rejet de son offre.

26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres.

27.2 La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage dans le DAO, avec copie à l'organisme en charge de la régulation, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé. La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre ,de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices, de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte, d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou , de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

27.3. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

27.4 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission passation des marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

28.1. La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés au préalable procèdera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

28.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- Examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
- Evaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 13.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, la note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.) sont respectées sans divergence ou réserve substantielle

28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre du Marché.
- iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

28.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29 : Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères d'évaluation et de qualification stipulés dans le RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la fixation de ces critères

Article 30 : Correction des erreurs

30.1. La Sous-Commission d'Analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-Commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-Commission d'Analyse, « la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-Commission d'Analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la Sous-Commission d'Analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-Commission d'Analyse.

32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2. du RGAO ;
- b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
- c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO
- d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les rabais offerts par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots ;
- g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par l'Autorité Contractante dans le RPAO.

32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

32.4. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la commission peut à partir du sous détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre après l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

32.5 Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.

32.6 Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné. Au cas où ils sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le MO/MOD à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même temps que la demande d'éclaircissement.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

33.1 Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :

- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
- b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
- c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;
- d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.

33.2 Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques requises.

33.3 Pour les marchés de travaux, la marge de préférence nationale est de dix pour cent (10%).

33.4 La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le dossier d'appel d'offres le prévoit

E. Attribution

Article 34 : Attribution

34.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

34.2. Si selon l'Article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.

34.3 Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le MO.

Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

35.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

35.2 Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

35.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

Article 36 : Notification de l'attribution du marché

36.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

36.2. Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

37.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

37.2. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, est insérée avec indication du montant de l'Offre de l'attributaire et du délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.

37.3 Dès publication des résultats p o r t a n t attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

37.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante.

37. 5. En cas de recours, il doit être adressé, au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concernée, à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics, et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

37.6 Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 38 : Signature du marché

38.1. Après publication des résultats, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché à compter de la date de souscription du projet de marché par l'attributaire

38.2. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

38.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché souscrit par l'attributaire ; ou pour les marchés de gré à gré, à compter de la date de réception de l'avis de la Commission Centrale de Contrôle des Marchés compétente, après leur souscription par l'attributaire.

38.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

38.5. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre-commande pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 39 : Cautionnement définitif

39.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

39.2. Le cautionnement définitif dont le taux, fixé dans le RPAO, varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.

39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d'ouvrage.

39.5. Les titulaires d'une lettre-commande peuvent être dispensés de l'obligation de fournir le cautionnement définitif.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

|DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROUN

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

**PIECE N° 3
Règlement Particulier de l'Appel d'Offres
(RPAO)**

PIECE N° 2 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux Travaux faisant l'objet de l'Appel d'Offres, complètent ou, le cas échéant, précisent les dispositions du RGAO. En cas de conflit, les dispositions ci-après prévalent sur celles du RGAO. Les numéros de la première colonne se réfèrent à l'article correspondant du RGAO.

Réf.du RGAO	Généralités										
	<p>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Mairie de Bot-Makak B.P. 02 Bot-Makak,</p> <p>Définition des travaux : Le Maire de la Commune de Bot-Makak, Maitre d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'électrification dans certaines localités de la Commune de Bot-Makak, Département du Nyong et Kellé, Région du Centre.</p> <p>Référence de l'Appel d'Offre National Ouvert : N° 005/AONO/C- BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE</p> <p>Allotissement : Les travaux sont subdivisés en quatre (04) lots ci-après définis comme suit :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N° LOT</th><th>Désignation</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Electrification de la localité de MINSE</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Electrification de la localité de SI-MANYAI 1</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Electrification de la localité de MANDOÏ</td></tr> </tbody> </table> <p>Consistance des travaux Les travaux comprennent notamment : Les travaux comprennent notamment : 2.1. Lot numéro 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Travaux préparatoires ; • Construction ligne MT triphasé ; • Poste de transformation H61 160 KVA ; • Branchement ménage ; • Prestations diverses. 2.2. Lot numéro 2 : <ul style="list-style-type: none"> • Travaux préparatoires ; </p>	N° LOT	Désignation	1	Electrification de la localité de MINSE	2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE	3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1	4	Electrification de la localité de MANDOÏ
N° LOT	Désignation										
1	Electrification de la localité de MINSE										
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE										
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1										
4	Electrification de la localité de MANDOÏ										

	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation ligne BT en poteau béton ; • Branchement ménage ; • Prestations diverses. <p>2.3. <u>Lot numéro 3 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux préparatoires ; • Construction ligne MT monophasé aérien ; • Poste de transformation H61 25 KVA ; • Construction d'une ligne BT aérienne ; • Branchement ménage • Prestations diverses. <p>2.4. <u>Lot numéro 4 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux préparatoires ; • Construction ligne MT monophasé aérien ; • Poste de transformation H61 25 KVA ; • Construction d'une ligne BT aérienne ; • Branchement ménage • Prestations diverses.
1.2.	<p>Délai d'exécution</p> <p>Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de trois (03) mois par lot, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux contraintes particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Le délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.</p> <p>Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.</p>
2.1.	<p>Source de financement :</p> <p>Les travaux objet du présent Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP), (MINEE) EXERCICE 2025</p>
6	<p>Qualification du soumissionnaire</p> <p>f) <u>Dossier administratif incomplet pour :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ; ➤ Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après un délai de 48 heures accordé par la Commission Interne de Passation des Marchés ; ➤ Fausse déclaration ou pièce falsifiée. <p>g) <u>Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée ; ➤ Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif signé ; ➤ La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ; ➤ Une note d'organisation et de méthodologie comprenant le planning d'exécution des travaux; ➤ Moins de 47 sous critères essentiels sur 51. <p>h) <u>Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une soumission timbrée datée et signée ; ➤ Le bordereau des prix unitaires (BPU), suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible paraphé à toutes les pages et la dernière page signée et cachetée ; ➤ Le devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
6.1	

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le sous détail des prix quantifiés paraphés à toutes les pages et signé puis cacheté à la dernière page. <p>d) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre Financière ;</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ; j) Non-respect des modèles du DAO.
	<p>15.2. Critères essentiels</p> <p>Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> e) L'expérience du personnel d'encadrement sur 17 sous critères ; f) Moyens matériels sur 27 sous critères. g) Référence sur 03 sous-critères ; h) Planning d'exécution sur 04 sous-critères. <p><i>Le soumissionnaire sera qualifié s'il obtient un score minimum de 47 sous critères essentiels sur 51.</i></p> <p>NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique notamment par un « Acte » ne sera pas pris en compte</p>
6.2	En cas de groupement d'entreprises, chaque membre devra présenter un dossier administratif complet.
7	<p>Visite du site des travaux et réunion préparatoire :</p> <p>Aucune visite formelle des sites ne sera organisée par le Maître d'ouvrage. Tous les soumissionnaires sont tenus de visiter le site des travaux. Toute information ou éclaircissement sur le site ou la nature des travaux peuvent être obtenus à la Mairie de Bot-Makak, à l'étage dans les Service Interne de la Gestion Administrative des Marchés (SIGAM).</p> <p>Tout soumissionnaire devra joindre à son offre technique une attestation de visite de site d'avoir visité le site et d'avoir une parfaite connaissance de la nature des travaux accompagnée d'un rapport illustré et commenté de la visite des lieux.</p>
8	<p>Contenu du dossier d'appel d'offres</p> <p>Le dossier d'appel d'offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre-le (s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend les principaux documents énumérés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Pièce n° 1 : L'Avis d'appel d'offres (AAO) ; b) Version française ; c) Version anglaise ; d) Pièce n° 2 : Le Règlement général de l'appel d'offres (RGAO) ; e) Pièce n° 3 : Le Règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO) ; f) Pièce n° 4 : Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ; g) Pièce n° 5 : les spécifications techniques ; h) Pièce n° 6 : Le Cadre du bordereau des prix (BP) ; i) Pièce n° 7 : Le Cadre du détail quantitatif et estimatif (DQE) ; j) Pièce n° 8 : Le Cadre du sous-détail des prix (SDP) ; k) Pièce n° 9 : Le Modèle de Lettre Commande ; l) Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires notamment : <p>Annexe n° 1 : Modèle de Déclaration d'intention de soumissionner Annexe n° 2 : Modèle de soumission Annexe n° 3 : Modèle de caution de soumission</p>

	<p>Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement définitif Annexe n° 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage Annexe n°6 : Modèle de caution de bonne exécution (retenue de garantie) Annexe n° 7 : Modèle de Cadre du planning Annexe n° 8 : Attestation de visite de site Annexe n° 9 : Fiches de présentation du matériel, personnel et références.</p> <p>m) Pièce n°11 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier rang agréés par le Ministre en charge des finances, autorisés à émettre les cautions, dans le cadre des Marchés Publics, à insérer par l'Autorité Contractante.</p>
9	Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres
	<p>Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans le RPAO ou via COLEPS avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>9.1.b). Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres dans un délai maximal de cinq (05) jours.</p>
10	<p>Modification du Dossier d'appel d'offres</p> <p>Le Maire de la Commune de Bot-Makak, Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif</p>
11	Frais de soumission
	<p>Le Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert peut être obtenu aux heures ouvrables à partir de 07h30 à 15h30 min à la Mairie de la Commune de BOT MAKAK, à l'étage dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM), dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement de 50 000 F (cinquante mille francs) CFA à la Recette Municipale de Bot-Makak. Non remboursables. Ladite quittance devra préciser le numéro de l'appel d'offres et le numéro du lot. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires doivent présenter l'original de la quittance en se faisant enregistrer</p>
12	<p>Langue de l'offre</p> <p>Toutes les pièces remises par le soumissionnaire à quelque titre que ce soit, en application du présent Appel d'Offres, seront établies exclusivement en langue française ou en langue anglaise.</p>
13	<p>Documents constituant l'offre</p> <p>La liste des documents devra être complétée et regroupée en trois (03) volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :</p> <p>Enveloppe A - Volume 1. : Dossier administratif</p> <p>Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la déclaration d'intention de soumissionner datée, signée et timbrée à 1500 francs CFA (timbre fiscal de 1500 francs CFA) (suivant modèle joint DAO); b) l'accord de groupement, le cas échéant ; c) les pouvoirs de signature le cas échéant ; d) une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance datant de moins de 03 mois; e) une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministre en charge des Finances; f) la quittance d'achat du Dossier d'appel d'offres ;

g) la caution de soumission valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres est de :

N° Lot	Nature de la prestation	Caution de soumission
1	Electrification de la localité de MINSE	360 000 FCFA
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE	176 000 FCFA
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1	187 000 FCFA
4	Electrification de la localité de MANDOÏ	187 000 FCFA

- h) une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- i) une attestation pour soumission de la Caisse nationale de prévoyance sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse en cours de validité;
- j) une attestation de conformité fiscale ;

NB : en cas de groupement, chaque membre doit présenter un dossier administratif complet, les pièces a, e, f, et g étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.

Les pièces sont remises en original ou en photocopies certifiées conformes par les services émetteurs compétents.

Enveloppe B - Volume 2 : Offre technique

- b.1. **le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé à toutes les pages et signé, cacheté et daté à la dernière page**
- b.2. **le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) paraphé à toutes les pages et signé, cacheté et daté à la dernière page**
- b.3. **Les références du soumissionnaire dans les prestations similaires**

Chaque offre comprendra les éléments suivants :

Tout document attestant que le soumissionnaire a réalisé avec succès au cours des trois (03) dernières années (2022, 2023, 2024) au moins un marché des travaux routiers pour un montant de dix millions (10 000 000) de francs CFA toutes taxes comprises.

Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références, les pièces justificatives telles que les premières et dernières pages des marchés enregistrés signés et les procès-verbaux de réception provisoire, réception définitive ou des attestations de bonne fin établies par le Maître d'Ouvrage avec leurs coordonnées pour permettre un contrôle éventuel.

b.4. **Note méthodologique**

Le soumissionnaire devra présenter une note méthodologique satisfaisante en faisant ressortir :

- La compréhension du projet avec la méthodologie d'exécution des travaux ;
- Le planning ;
- L'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée (cette attestation aussi bien que toute l'offre engage le soumissionnaire qui ne pourra se prévaloir de la non connaissance du site pour d'éventuelles réclamations) ;
- Le rapport de visite des lieux commenté et illustré (indiquant les schémas itinéraires et tous les éléments prouvant l'existence de la route ou de l'ouvrage) paraphé à chaque

	<p>page et signé à la dernière page. Ce rapport doit témoigner de la présence du soumissionnaire sur les lieux des travaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un chantier au cours des trois (03) dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministères des Marchés Publics.
	<p>b.5. <u>Le personnel</u></p> <p>Il est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un conducteur des travaux ; - Un chef chantier ; - Un responsable administratif.
	<p>Pour chacun d'eux, le soumissionnaire produira sous peine de non évaluation de l'expert :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une copie certifiée conforme du diplôme ; - Un curriculum vitae daté et signé ;
	<p>Le personnel suscité devra avoir les qualifications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Conducteur des travaux</u> Il doit être Ingénieur des travaux du Génie Rural/Génie Electrique/Génie Electrotechnique ou équivalent (BAC+3) avec au moins cinq (05) ans d'expérience dans le domaine Il doit avoir effectué au moins deux (02) projets à ce poste dans le domaine de l'électrification. 2. <u>Chef chantier</u> Il doit être Technicien Supérieur des travaux de Génie Rural/Génie Electrique/Génie Electrotechnique ou équivalent (Bac + 2) et trois (03) ans d'expérience dans le domaine Il doit avoir effectué au moins deux (02) projets dans le domaine de l'électrification. .
	<p>Enveloppe C. Volume 3 : Offre financière</p> <p>Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. <u>La soumission</u> La soumission proprement dite, en original, rédigée selon le modèle joint, timbrée à 1500 francs CFA (timbre fiscal de 1500 francs CFA), signée et datée ; 4. c.2. Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ; 5. c.3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli ; 6. c.4. Le Sous-détail des prix unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires ; <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p>NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</p> <p>Le soumissionnaire doit joindre la version numérique de l'offre financière [en trois exemplaires dont un gardé par le Président de la Commission, un à remettre à la sous-commission d'analyse et le troisième réservé à l'ARMP]. En cas de divergence entre les informations de l'offre physique et de 66 Références du RGAO Description de la Disposition du RPAO l'offre numérique, celles de l'offre physique font foi.</p>
14	Impôts et taxes
14.1	Les prix proposés doivent être libellés Toutes taxes comprises
14.2	Les prix du marché ne seront pas révisables
15	Dans le cadre de la présente consultation, la monnaie de l'offre est la monnaie locale uniquement
16	Validité des offres
16.1	Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres durant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date initiale fixée pour la remise des offres.

17	Caution de soumission															
	Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :															
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>N° Lot</th> <th>Nature de la prestation</th> <th>Caution de soumission</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Electrification de la localité de MINSE</td> <td>360 000 FCFA</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE</td> <td>176 000 FCFA</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Electrification de la localité de SI-MANYAI 1</td> <td>187 000 FCFA</td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>Electrification de la localité de MANDOÏ</td> <td>187 000 FCFA</td> </tr> </tbody> </table>	N° Lot	Nature de la prestation	Caution de soumission	1	Electrification de la localité de MINSE	360 000 FCFA	2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE	176 000 FCFA	3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1	187 000 FCFA	4	Electrification de la localité de MANDOÏ	187 000 FCFA
N° Lot	Nature de la prestation	Caution de soumission														
1	Electrification de la localité de MINSE	360 000 FCFA														
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE	176 000 FCFA														
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1	187 000 FCFA														
4	Electrification de la localité de MANDOÏ	187 000 FCFA														
17.1	<p>Et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable</p>															
20	Forme et signature de l'offre															
20.1	<p>Le Soumissionnaire présentera des documents constitutifs de son offre en un (01) original et six (06) copies, marqués comme tels.</p> <p>En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fait foi.</p>															
D	DEPOT DES OFFRES															
21	Cachetage et marquage des offres															
21.1.	<p>La présentation des offres devra tenir compte du principe de la séparation des pièces administratives (Enveloppe A), de l'offre technique (Enveloppe B) et de l'offre financière (Enveloppe C).</p> <p>Les offres seront ainsi présentées en trois enveloppes et insérées dans une troisième comme préciser dans l'Avis.</p>															
21.2.	Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par un intercalaire de couleur autre que le blanc.															
22.1.	<p>Adresse du Maître d'Ouvrage : Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Mairie de Bot-Makak B.P. 02 Bot-Makak,</p> <p>Référence de l'appel d'offres : N° 005/AONO/C- BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE»</p> <p>FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC – (MINEE) EXERCICE 2025</p> <p>« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».</p>															

22.2.	<p>Les offres seront déposées contre récépissé, en sept (07) exemplaires, un original et six (06) copies marquées comme tels, à la Commune de Bot-Makak, à l'étage dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM) au plus tard le 14 Mars à 12 heures précises, heure locale contre récépissé.</p>
25	<p>L'ouverture des plis, qui se fera en un temps par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Bot-Makak, aura lieu le 14 Mars à 13 heures dans sa salle de réunions de ladite Commune.</p> <p>Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.</p> <p>NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valide au moment du dépôt de l'Offre dater de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.</p> <p>Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission de Passation des Marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toute offre produite en nombre insuffisant ou uniquement en copies pour la soumission physique ; - Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ; - Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ; - Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ; - Les plis non-conformes au mode de soumission ; - Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO ; <p>L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.</p>
34	<p>Attribution</p>
	<p>Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualifications technique et financière requis et dont l'offre est évaluée la moins disante.</p>
	<p>Le rabais</p>
	<p>Le rabais présenté de manière manuscrite n'est plus accepté ; Pour être admis, le rabais doit être mentionné en chiffres et en lettres ; La preuve du rabais consenti par un soumissionnaire doit être jointe au rapport de la Sous-Commission d'analyse.</p>

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES

GRILLE D'ÉVALUATION				
ENTREPRISE				N° LOT :
CRITERES ELIMINATOIRES				
A	Pièces administratives			
i	Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;			
ii	Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif autre que la caution de soumission après un délai de 48 heures accordé par la Commission Interne de Passation des Marchés ;			
iii	Fausse déclaration ou pièce falsifiée			
B	Offre technique			
i	Attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée ;			
ii	Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif			
iii	La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP			
iv	Une note d'organisation et de méthodologie comprenant le planning d'exécution des travaux			
v	Moins de 47 sous critères essentiels sur 51			
C	Offre financière			
i	Absence d'une lettre de soumission timbrée, datée et signée			
ii	Absence du bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible, paraphé à toutes les pages, signé et cacheté à la dernière page			
iii	Absence d'un devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté			
iv	Absence du sous détail des prix quantifiés paraphés à toutes les pages			
v	Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière			
vi	Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique			
vii	Non-respect du mode de soumission			
CRITERES ESSENTIELS				oui non
B - PERSONNEL D'ENCADREMENT				
N.B Le personnel proposé ne sera considéré à l'évaluation que si toutes les pièces justificatives exigées, datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel, sont fournies.				
B1 - Conducteur des travaux				
1-	Ingénieur des travaux du Génie Rural/Génie Electrique/Génie Electrotechnique ou équivalent			
2-	Curriculum vitae daté et signé avec expérience générale de (05) ans			
3-	Avoir déjà réalisé au moins deux (02) projets dans le domaine spécifique au présent appel d'offres			
4-	Copie certifiée du diplôme par une autorité administrative			
5-	Copie certifiée conforme de la CNI			
6-	Attestation de disponibilité			
B2 - Chef de chantier				
7-	Technicien Supérieur de Génie Rural/Génie Electrique/Génie Electrotechnique ou équivalent			
8-	Curriculum vitae daté et signé avec expérience générale de (03) ans			
9-	Avoir déjà réalisé au moins deux (02) projets dans le domaine spécifique au présent appel d'offres			
10-	Copie certifiée du diplôme par une autorité administrative			
11-	Copie certifiée conforme de la CNI			
12-	Attestation de disponibilité			
B3 - Responsable administratif				
13-	Titulaire d'un baccalauréat ou équivalent			
14-	Curriculum vitae daté et signé avec expérience de deux (02) ans			
15-	Copie certifiée du diplôme par une autorité administrative			
16-	Attestation de disponibilité			
17-	Copie certifiée conforme de la CNI			
	<i>Le critère personnel sera satisfaisant si 15 sous-critères sur 17 sont satisfaisants</i>			
NB :				

- L'expérience se justifiera sur présentation d'un CV daté et signé sinon le CV ne sera pas évalué ;

L'absence du diplôme certifié datant de moins de trois mois à la date de lancement de l'Appel d'Offres entraînera la non prise en compte de la qualification.

C - MATÉRIEL

N.B.:

1- La notation est donnée pour les moyens logistiques que sur présentation de copies certifiées conforme datant de moins de trois mois des cartes grises en cours de validité :

- soit au nom du soumissionnaire en cas de propriété ;
- soit au nom d'un loueur, joindre un contrat certifié de location en cas d'adjudication, signé du soumissionnaire et du loueur. ;
- Soit par une mise à disposition délivrée au soumissionnaire par le propriétaire du matériel.

3- La notation n'est donnée pour les autres matériels que si le soumissionnaire en justifie la possession soit par propriété, soit par location (joindre contrat de location avec le propriétaire), soit par mise à disposition (joindre l'attestation de mise à disposition signé par le propriétaire du matériel)

N°	TYPE DE MATÉRIEL	Qté minimum	Oui	Non
1	Camion benne	1		
2	Groupe électrogène	1		
3	Tronçonneuse	1		
4	Camion gru	3		
5	un véhicule 4x4 pick-up	2		
6	Brouettes	3		
7	Machettes	5		
8	Pelles rondes	5		
9	Pelles bêches	5		
10	Pioches	5		
11	Sceaux maçons	10		
12	Serre-joints	20		
13	Truelles	10		
14	grimpettes	3		
35	Tire fonds	2		
16	EPI (Equipements de protection individuelle)	2		
17	Massettes de 5 kg	3		
18	Matériel d'électricité	1		

N°	TYPE DE MATÉRIEL	Qté minimum	Oui	Non
19	Matériel de menuiserie	3		
20	Double décamètre	3		
21	Scie charpentier	3		
22	Taloches	2		
23	Tenailles	3		
24	Porte scie à métaux	2		
25	Arrache clous	4		
26	Mini scie à bois électrique	2		
27	Aiguille vibrante	4		

Le critère est satisfaisant si disponibilité de 24 matériels sur 27

D- RÉFÉRENCES DE L'ENTREPRISE

N.B. : La notation n'est obtenue pour une référence donnée, que si le soumissionnaire a joint : l'extrait (1ère et dernière pages) du contrat, ainsi que le

Procès-verbal de réception des travaux correspondants

1	Extraits des 1ères et dernières pages des contrats pour un montant cumulé de dix millions (10 000 000) de Francs CFA		
2	Procès-verbaux de réception de chaque contrat présenté		
3	Attestation d'un établissement bancaire de 1 ^{er} ordre justifiant la solvabilité du soumissionnaire pour la réalisation des travaux pour un montant à hauteur de dix millions (10 000 000) de Francs CFA		
	<i>Le critère est satisfaisant si disponibilité de 2 matériels sur 3</i>		

E- METHODOLOGIE ET PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX

1	Production d'une méthodologie d'exécution des travaux		
2	Description du mode d'exécution dans la méthodologie de chaque lot de travaux énuméré dans le devis quantitatif et estimatif		
3	Existence d'un planning des travaux comprenant toutes les tâches du devis quantitative et estimatif		
4	Concordance entre la durée d'exécution de chaque tâche avec leur représentation sur le planning d'exécution des travaux		
	<i>Le critère est satisfaisant si disponibilité de 3 matériels sur 4</i>		
TOTAL DES CRITERES			

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA
COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 4

Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP)

PIECE N° 3 : Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Chapitre I : Généralités

Article 1 : Objet de la Lettre Commande

La présente lettre commande a pour objet l'exécution des travaux d'électrification dans certaines localités de la Commune de Bot-Makak

Les travaux sont constitués en quatre (04) lots présentés comme suit :

N° LOT	Désignation
1	Electrification de la localité de MINSE
2	Réhabilitation de la ligne BT en poteau bétons du village BISSOMBE
3	Electrification de la localité de SI-MANYAI 1
4	Electrification de la localité de MANDOÏ

Article 2 : Procédure de passation des Lettres Commandes

Les Lettres Commandes sont passées par Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° _____ /AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU _____ 2025

Article 3 : Définitions et attributions

3.1– Définitions générales

Pour l'application des dispositions du présent cahier, les définitions ci-après sont admises :

a – Autorité Contractante :

L'Autorité Contractante (AC), est le **Maire de la Commune de BOT MAKAK**. A ce titre, il est signataire du marché et en assure le bon fonctionnement.

b -Maître d'Ouvrage :

Le Maire de la Commune de BOT MAKAK

Il signe le marché, ordonne le paiement des prestations, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation et au Ministère chargé des Marchés Publics ou son démembrément déconcentré compétent ;

c –Chef de Service du Marché :

Le Chef Service Technique de l'Aménagement et du Développement Local de la Commune de Bot-Makak

Il s'assure la bonne exécution des obligations contractuelles. Il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels. Il est responsable de la direction générale de l'exécution des prestations, il arrête toutes les dispositions technico-financières et représente le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué auprès des instances compétentes d'arbitrage des litiges. Il apporte au Maître d'Ouvrage, Maître d'Ouvrage Délégué, une assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux stades de la définition, de l'élaboration, de l'exécution et de la réception des travaux objet du marché.

d –Ingénieur du marché :

Responsable du suivi technique, il apprécie, décide et donne toutes les instructions n'entraînant aucune incidence financière. Il rend compte au Chef de service du marché ; il doit transmettre les copies des documents suivants au Chef de Service, à l'ARMP-CE et à l'Autorité Contractante : les polices d'assurance ; le projet d'exécution approuvé ; les

attachements et les décomptes signés ; les rapports périodiques des missions de contrôle ; les correspondances diverses etc...

L'Ingénieur du marché dans le cadre du présent Marché est :

Le Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie du Nyong et Kellé ci-après désigné l'Ingénieur.

e –Maître d’œuvre :

Le Maître d’œuvre est :

Le Chef Service Départemental des Energies de la Délégation Départemental de l'Eau et de l'Energie du Nyong et Kellé

Le Maître d’œuvre est chargé du contrôle dans le cadre du présent Marché. Ci-après désigné Maître d’œuvre.

Cette maîtrise d’œuvre est publique.

f — Le Ministère des Marchés Publics à travers des contrôles inopinés de la Délégation Départementale du MINMAP Nyong et Kellé.

Responsable du contrôle de conformité de l'exécution du marché, délivre les visas préalables requis et vise le décompte général et définitif de l'exécution des marchés publics de son ressort en liaison avec les responsables Départementaux concernés.

g –Le Cocontractant :

Personne physique ou morale partie au contrat, en charge de l'exécution des prestations prévues dans le marché, ainsi que son ou ses représentant(s), successeur(s) et / ou mandataire(s) dûment désigné(s) ; désigne le co-contractant de l'Administration ; il est le soumissionnaire retenu à l'issue de l'appel d'offres national ouvert. Il doit transmettre les documents suivants à l'ingénieur ou au Point focal : les polices d'assurance ; les projets d'exécution approuvés ; les attachements et les décomptes signés ; les correspondances diverses etc...

Dans le cadre du présent Marché, le Cocontractant est l'entreprise **sélectionnée pour la réalisation des travaux.**

h –Le point focal dans le présent DAO est l'Ingénieur de suivi ou de contrôle:

Désigne la personne ou le service responsable de la transmission des documents à l'ARMP notamment en phase d'exécution. Il s'agit : des Ordres de Service ; les polices d'assurance ; les procès-verbaux de réunions ; le projet d'exécution approuvé ; les attachements et les décomptes signés ; les rapports d'études approuvés ; les rapports périodiques des missions de contrôle ; les procès-verbaux de réception provisoire et/ou définitive ; les cautions et autres garanties ; les correspondances diverses etc...

i- La Commission des Marchés compétente est la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) Placée auprès de la Commune de BOT MAKAK.

Tous veillent au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels.

Article 3 : Définitions et attributions

3.2– Le nantissement :

En vue de l'application du régime de nantissement institué par le décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics article 79, sont définis comme :

- L'autorité chargée de l'ordonnancement :

Le Maire de la Commune de BOT MAKAK

- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est :

Le Maire de la Commune de BOT MAKAK

- Fonctionnaire compétent pour le visa financier : **le Contrôleur Financier Départemental du Nyong et Kellé.**

- Comptable chargé des paiements :

Le Receveur Municipal de la Commune de BOT MAKAK

- Responsables compétents pour fournir les renseignements concernant le présent marché : le Chef de Service du marché et l'Ingénieur du Marché.

Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le cocontractant ou titulaire du marché s'engage à observer les lois, et règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché. Si les lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

5.1 Les travaux en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières, et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun, cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente. 5.2. Le cocontractant étudiera, exécutera et garantira les travaux du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont complémentaires. Elles sont par ordre de priorité

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
2. La soumission du Cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. Plans, notes de calcul, cahiers de sondage et dossiers géotechniques.
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de travaux mis en vigueur par arrêté n° 033/CAB/PM du 13 février 2007 ;
8. Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
9. Les normes en vigueur ou à défaut, les normes françaises en la matière ;
10. Tout autres documents utiles (les Procès-verbaux (PV) de négociation, les CST, les Plans, les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre Environnemental Social, Hygiène et Sécurité (ESHS), le Code de Conduite ESHS, l'analyse de la valeur du projet le cas échéant, le projet/programme d'exécution etc.).

Article 7 : Textes généraux applicables

Les lois et réglementations applicables sont celles en vigueur au Cameroun, notamment :

- 1- La loi n°2004/017 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation ;
- 2- La loi n°2019/024 du 24 Décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- 3- La loi cadre N° 96/12 du 05 Août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
- 4- La loi N°2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2025 ;
- 5- Le code minier
- 6- Les textes régissant les corps de métier
- 7- Le Décret N° 2018/366 du 30 juin 2018 portant code des marchés publics ;
- 8- Le Décret N° 2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP, modifié et complété par Le Décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 ;
- 9- Le Décret N° 2003/PM 651 du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics
- 10- Le Décret N° 2012/074 du 08 mars 2012, portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ; modifié et complété par le Décret N° 2013/271 du 05 août 2013.
- 11- Le Décret N° 2012/075 du 08 mars 2012 portant Organisation du Ministères des Marchés Publics.
- 12- Le Décret N°2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics.
- 13- L'Arrêté N° 038/A/CAB/PM du 15 Mai 2014 mettant en vigueur les Dossiers types d'Appels d'offres (DTAO) pour la passation des Marchés Publics ;
- 14- L'Arrêté N° 0204/A/MINMAP du 03 Juillet 2018 portant création des commissions de passation des marchés auprès des Communautés Urbaines, Communes et Communes d'Arrondissement ;
- 15- L'Arrêté N° 401/A/MINMAP/CAB du 21 Octobre 2019 fixant les seuils de recours à la maîtrise d'œuvre privée et les modalités d'exercice de la maîtrise d'œuvre publique ;

- 16- L'Arrêté N° 402/A/MINMAP/CAB du 21 Octobre 2019 fixant la nature et les seuils des marchés réservés aux Artisans, aux Petites et Moyennes Entreprises, aux Organisations Communautaires à la Base et aux Organisations de la Société Civile et les modalités de leur application ;
- 17- L'Arrêté N° 403/A/MINMAP/CAB du 21 Octobre 2019 fixant les plafonds des indemnités servies par les Maîtres d'Ouvrage ou Maîtres d'Ouvrages Délégués aux Présidents, Membres et Rapporteurs des Commissions de réception, Commissions de suivi et de recette technique ;
- 18- L'Arrêté N°413/A/PR/MINMAP du 08 décembre 2020 portant organisation et fonctionnement du Comité chargé de l'examen des recours résultant des Marchés publics ;
- 19- L'Arrêté Conjoint N°0162/MINFOF/MINTP/MINMAP du 15 Décembre 2020 fixant les modalités d'utilisation du bois d'origine légale dans la commande publique ;
- 20- La circulaire N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 Avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- 21- La circulaire N° 00007/LC/MINMAP/CAB du 20 Mars 2024 portant instructions relatives à la mise en vigueur des Dossiers Types d'Appel d'Offres (DTAO), des Manuels, Guides et Outils de Facilitation de la Passation, de l'Exécution, du Suivi et du Contrôle et de la Régulation des Marchés Publics, induits par les réformes du système des marchés publics ;
- 22- La Circulaire N° 00013995/C/MINFI du 31 Décembre 2024 portant instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2025 ;
- 23- Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 Juin 2024 relative aux modalités de consultation, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics ;
- 24- Lettre-Circulaire N° 000002/LCMINFI/MINDEVEL du 30 Octobre 2024 relatives à la préparation des Budgets des Collectivités Territoriales Décentralisées pour l'exercice 2025 ;
- 25- Délibération Municipale N°13-2021/Dél/CBM/SG du 10 décembre 2021 fixant les taux des impôts et taxes sur le territoire de la Commune de Bot-Makak pour l'exercice 2022 ;
- 26- La Décision Municipale N° 001/DM/CBM/SG/2025 du 20 Janvier 2025 Portant sur la composition de la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) placée auprès de la Commune de Bot-Makak pour l'Exercice 2025 ;
- 27- Les textes régissant les corps des métiers ;
- 28- Les normes en vigueur et les autres dispositions diverses.

Article 8 : Communication

- ✓ S'agissant des correspondances adressées aux autres intervenants par le cocontractant, une copie sera transmise dans les mêmes délais à l'Autorité Contractante ;
- ✓ Elles sont déposées contre décharge aux adresses indiquées par les parties ;
- ✓ Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire, des copies seront adressées dans les mêmes délais, au Chef de Service, à l'Ingénieur et au Maître d'œuvre ;
- ✓ Le Prestataire adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'œuvre, avec copie au Chef de Service et à l'Ingénieur ;
- ✓ Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :
Dans le cas où le Cocontractant est destinataire, (**indiquer l'adresse du cocontractant**); avec copie au Chef de service, au Maître d'œuvre et à l'ingénieur ;
- ✓ Dans le cas où l'Autorité Contractante en est le destinataire, Monsieur le Maire de la Commune de Bot-Makak avec copie adressée dans les mêmes délais au Délégué Départemental des Marchés Publics, au Chef de service, au Maître d'œuvre et à l'ingénieur.

CHAPITRE II : EXECUTION DES TRAVAUX

Article 9 : Consistance des prestations

Les travaux comprennent notamment :

2.1. Lot numéro 1 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT triphasé ;
- Poste de transformation H61 160 KVA ;
- Branchement ménage ;
- Prestations diverses.

2.2. Lot numéro 2 :

- Travaux préparatoires ;
- Réhabilitation ligne BT en poteau béton ;
- Branchement ménage ;
- Prestations diverses.

2.3. Lot numéro 3 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT monophasé aérien ;
- Poste de transformation H61 25 KVA ;
- Construction d'une ligne BT aérienne ;
- Branchement ménage
- Prestations diverses.

2.4. Lot numéro 4 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT monophasé aérien ;
- Poste de transformation H61 25 KVA ;
- Construction d'une ligne BT aérienne ;
- Branchement ménage
- Prestations diverses.

Article 10 : Délai d'exécution des Lettres Commandes

- 10.1. Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de **trois (03) mois par lot**, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux contraintes particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place.
- 10.2. Le délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

Article 11 : Obligations du Maître d'Ouvrage

11.1. Le Maître d'ouvrage est responsable de l'acquisition et de la mise à disposition du site ainsi que son accès, de la possession, de l'utilisation et de l'accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché, Il doit fournir au Cocontractant les facilités pour l'accès aux sites des projets. Pour les sites éloignés du siège du Maître d'Ouvrage, les frais de transports pour leur accès sont à la charge du Cocontractant.

11.2. Le Maître d'ouvrage devra obtenir à ses frais les permis, autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales ou des services publics compétents, nécessaires à l'exécution du Marché, et qui relèvent de ses obligations.

11.3. Si le cocontractant de l'administration en fait la demande, le Maître d'ouvrage fera tout son possible pour l'aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l'exécution du Marché requis par ces organismes pour le cocontractant, ses sous-traitants ou le personnel du cocontractant ou de ses sous-traitants selon les cas.

11.4 Le Maître d'Ouvrage assure au cocontractant la protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Article 12 : Ordres de Service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés dans les conditions suivantes :

12.1. Dès notification du marché au titulaire, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour signer l'ordre de service de démarrage des travaux. Cet Ordre de service est notifié au cocontractant par le Chef de service du marché dans un délai de sept (7) jours calendaires Une copie dudit ordre de service est transmise au Ministère chargé des Marchés Publics ou son démembrément déconcentré compétent, à l'Organisme chargé de la Régulation, au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, à l'Organisme Payeur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

12.2. Les ordres de services ayant une incidence sur le montant et/ou sur le délai du marché, sont signés par le Maître d’Ouvrage dans les conditions suivantes :

- a) Lorsqu'un ordre de service est susceptible d'entraîner le dépassement du montant du marché, sa signature est subordonnée aux justificatifs du financement par le Maître d’Ouvrage ;
- b) En cas de dépassement du montant du marché, les modifications ne peuvent se faire que par voie d'avenant et les prestations supplémentaires ne peuvent être payées qu'après signature de ce dernier par le Maître d’Ouvrage ;
- c) Les ordres de service pour prestations supplémentaires peuvent être signés par le Maître d’Ouvrage et régularisés plus tard par voie d'avenant, tant que leur incidence financière est inférieure à dix pour cent (10) du montant du marché.

Une copie des ordres de service susvisés sera adressée au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, à l'Organisme Payeur et au Maître d’œuvre le cas échéant.

d) Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.

e) En tout état de cause, toute modification touchant aux spécifications techniques ou clauses techniques particulières doit faire l'objet d'une étude préalable sur l'étendue, le coût et les délais du marché.

12.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du chantier seront directement signés par le Chef de service des Marchés et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur du marché ou le Maître d’œuvre (le cas échéant) avec copie au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation et à l'Organisme Payeur.

12. 4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d’Ouvrage, et notifiés au Cocontractant par le Chef de service du marché, avec copie au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché et au Maître d’œuvre le cas échéant.

12. 5. Les ordres de service de suspension et de reprise des travaux, pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Maître d’Ouvrage et notifiés par le Chef de service du marché au cocontractant, avec copie au Ministère chargé des Marchés Publics ou son démembrement déconcentré compétent, à l'Organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché et au Maître d’œuvre le cas échéant.

12. 6. Les ordres de service prescrivant les travaux nécessaires pour remédier aux désordres ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient dans les ouvrages pendant la période de garantie, seront signés par le Chef de Service du marché, sur proposition de l'Ingénieur du marché et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur du marché.

12. 7. Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

12.8. En cas de groupement d'entreprises, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves au nom du groupement qu'il représente.

12.9. Le marché peut comporter des tranches conditionnelles dont l'exécution est subordonnée, pour chacune d'entre elles, à la levée éventuelle de la clause de dénonciation et à la notification au Cocontractant, par ordre de service, de la décision du Maître d’Ouvrage de poursuivre l'exécution desdites tranches. Si cet ordre de service n'a pas été notifié au Cocontractant dans le délai imparti défini à l'article 14 du présent marché, le Maître d’Ouvrage et le Cocontractant sont, à l'expiration de ce délai, déliés de cette obligation pour cette tranche conditionnelle.

12.10. L'ordre de service de démarrage des travaux de la tranche conditionnelle ne peut être notifié qu'après achèvement et réception provisoire de la tranche précédente. Toutefois, au cas où la condition suspensive de l'exécution de la tranche conditionnelle tient à la disponibilité de financement, la notification de l'ordre de service de démarrage est donnée dès lors que la preuve de disponibilité de financement est établie.

12.11. Tous les ordres de service devront faire l'objet de transmission d'une copie au MINMAP.

Article 13 : Rôles et responsabilités du cocontractant de l'administration

13.1. Le cocontractant a pour mission d'assurer l'exécution des travaux sous le contrôle de l'Ingénieur du marché et de remplir ses obligations de façon diligente, efficace et économique, tels que décrits dans les Spécifications techniques ou les clauses techniques, sous le contrôle de l'Ingénieur du marché et ce conformément au présent marché aux règles et normes en vigueur au Cameroun et aux techniques et pratiques généralement acceptées dans le domaine d'activité concerné par le marché. Il est tenu notamment d'effectuer (s'il y a lieu) les calculs, essais et analyses, de déterminer, de choisir, d'acheter, et approvisionner tous les outillages, matériaux et fournitures nécessaires pour l'exécution des travaux. Il est tenu d'engager tout le personnel utile spécialisé ou non.

Article 14 : Marchés à tranches conditionnelles

Sans objet.

Article 15 : Personnel et Matériel du cocontractant

15.1. Personnel de l'entreprise

L'entreprise est tenue d'utiliser le personnel proposé dans l'offre, dont l'équipe se compose comme suit :

Personnel clé pour l'exécution des travaux :

Chef de Projet :

Conducteur des travaux :

Autres personnels clés :

15.2. Remplacement du personnel clé

Toute modification, même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Maître d'Ouvrage ou du Chef de service du marché. En cas de modification, le cocontractant le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale.

15.3. Retrait du personnel (le cas échéant)

Après agrément écrit du Maître d'Ouvrage, le Chef de service du marché, peut sur proposition de l'Ingénieur du Marché ou du Maître d'œuvre le cas échéant, demander au cocontractant, après mise en demeure, de retirer un personnel faisant partie de ses effectifs pour faute grave dûment constatée ou pour incompétence, en donnant les motifs de sa requête, le cocontractant veillera à ce que cette personne quitte le Site dans les quinze (15) jours et qu'elle n'ait plus aucun rapport avec le travail dans le cadre du Marché. Dans ce cas, son remplacement est effectué conformément à la réglementation.

15.4. Représentant du cocontractant

Dès notification du marché, le cocontractant désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'Administration pour tout ce qui concerne l'exécution du projet.

Cette personne chargée de la conduite des travaux, doit disposer de pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires à la bonne marche du projet.

15.5. Législation du travail

Le cocontractant devra fournir le logement, l'assistance médicale, la nourriture et les installations sanitaires au personnel vivant dans les bases vie du cocontractant, en se conformant aux exigences des Spécifications se rapportant aux Conditions sociales et sanitaires de la main d'œuvre. Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l'exécution du Marché, le cocontractant devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail. Sauf disposition contraire du Marché, si le cocontractant estime nécessaire d'effectuer des travaux de nuit ou pendant les jours fériés afin de respecter les Niveaux de service et le Délai d'achèvement contractuel, et s'il demande son consentement au Maître d'ouvrage à cet effet (si un tel consentement est requis), le Maître d'ouvrage ne devra pas lui refuser ce consentement sans motif valable. Le cocontractant aura la responsabilité d'obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d'œuvre et tout le personnel devant être employés sur le Site puissent entrer et séjourner en situation régulière au Cameroun. Le cocontractant devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le Site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l'exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d'être employés à l'exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement.

15.6. Matériel proposé dans l'offre

Le cocontractant utilisera le matériel approprié de niveau comparable aux prescriptions du DAO, dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art. Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage pour approbation préalable.

Article 16 : Pièces à fournir par le cocontractant

16.1. Programme des travaux, Plan d'assurance qualité et autres

- a. Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le Cocontractant soumettra, en cinq (05) exemplaires, à l'approbation du Chef de service du marché après avis de l'Ingénieur du Marché le programme d'exécution des travaux, son calendrier d'approvisionnement, son projet de Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et son Plan de Gestion Environnementale.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux (2) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit à quinze jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation " BON POUR EXECUTION " ;
- Soit la mention de leur rejet accompagnée de motifs dudit rejet.

Le Cocontractant disposera alors de huit (8) jours pour présenter un nouveau programme. Le Chef de Service du marché ou l'Ingénieur du Marché disposera alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Dans ce cas, la procédure est relancée sans que cela ne puisse modifier le délai contractuel.

L'approbation donnée par le Chef de Service du marché ou l'Ingénieur du Marché n'atténuerait en rien la responsabilité du Cocontractant. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

Le Cocontractant tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord de l'Ingénieur du Marché. Après approbation du programme d'exécution par le Chef Service du Marché, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (05) jours à l'Autorité contractante, sans effet suspensif de son exécution. Toutefois, s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objectif du marché ou la consistance des travaux, l'Autorité contractante retournera le programme d'exécution accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de réception.

- b. Le Plan de Gestion Environnemental et Social fera ressortir notamment les conditions de choix des sites techniques et de base vie, les conditions d'emprunt de sites d'extraction et les conditions de remise en état des sites de travaux et d'installation.
- c. Le cocontractant indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer.

16.2. Projet d'exécution

- a. Dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le Cocontractant soumettra à l'approbation de l'Ingénieur du marché, un projet d'exécution en [6 exemplaires] comprenant notamment :

- le procès-verbal de définition des tâches à exécuter ;
- le relevé des dégradations le cas échéant ;
- le schéma itinéraire ou le linéaire des travaux à exécuter, le cas échéant ;
- la description des procédés et des méthodes d'exécution des travaux envisagés avec les prévisions d'emploi du personnel, du matériel et des matériaux ;
- les plans d'exécution des ouvrages et les notes de calcul y afférentes ;
- les plans d'approvisionnement.
- le planning graphique des travaux ;
- la liste des travaux que le cocontractant fera le cas échéant, exécuter par des sous-traitants. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel. Il doit faire apparaître les tâches critiques.

Le cocontractant tiendra constamment à jour sur le chantier, un planning actualisé des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. En cas d'inobservation des délais d'approbation des documents ci-dessus par l'Administration, ceux-ci sont réputés approuvés.

Article 17 : Mise à disposition des documents et du site

Le Maître d'Ouvrage mettra le site des travaux et ses voies d'accès à la disposition du Cocontractant en temps utile et au fur et à mesure de l'avancement des travaux, conformément au programme d'exécution. L'exemplaire reproductive des plans figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres sera remis par : [le Chef de service du marché ou le Maître d'Œuvre].

Article 18 : Transport, Assurances des ouvrages et responsabilités civiles

18.1. Emballage pour le transport des équipements et matériaux

Sans objet ;

18.2. Assurances

- a) Le titulaire d'un marché est tenu de souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances agréées, et dès notification du marché, une police d'assurance couvrant les risques liés à l'exécution des prestations, objets de son marché.
- b) Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent Marché pour les montants minima, les franchises et les autres conditions minimales dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché (A préciser selon la liste ci-après):
 - Assurance responsabilité civile vis-à-vis des tiers couvrant les risques de dommages corporels causés à des tiers ou des risques de décès de tiers ;
 - Assurance "Tous risques chantier couvrant la perte ou les dommages causés aux Installations sur le site, survenant avant l'achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité du cocontractant au titre de la perte ou des dommages survenant pendant la période de garantie, aussi longtemps que le cocontractant restera sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.
 - Assurance couvrant la responsabilité décennale, le cas échéant.
 - Autres assurances Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties au marché.
- c) En tout état de cause, la police doit couvrir tous les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou aux ouvrages du lendemain de sa souscription, à la réception définitive des prestations ou décennale, le cas échéant.
- d) Si le cocontractant s'abstient de contracter et /ou de maintenir les assurances visées ci-dessus, le Maître d'ouvrage pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autres, de toute somme due au cocontractant en vertu du marché, toute prime que le maître d'ouvrage aura payée à l'assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée sera considéré comme si c'était une dette due par le cocontractant.
- e) Le cocontractant devra veiller à ce que son ou ses sous-traitants souscrivent et maintiennent en vigueur, dans toute la mesure nécessaire, des polices d'assurance appropriées couvrant leur personnel, leurs véhicules et les prestations exécutées par eux en vertu du marché, à moins que ces sous-traitants ne soient couverts par les polices contractées par le cocontractant

Article 19 : Sous-traitance

Le présent marché peut donner lieu à des sous-commandes ou de faire exécuter une partie des travaux par des sous-traitants suivant les modalités fixées par le Code et le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux après autorisation préalable du Maître d'Ouvrage. Nonobstant tout recours à une sous-commande, l'entreprise principale demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Le contrat de sous-traitance doit être conforme aux engagements de l'entreprise principale. Ils exécuteront leur partie des travaux sous la seule et pleine responsabilité du cocontractant. Le montant des travaux pouvant être sous-traités est limité à trente pour cent (30%) du montant du marché et de ses avenants, le cas échéant. Les prestations objet de sous-commande doivent prioritairement être accordées aux Petites et Moyennes entreprises nationales dont cinquante-un (51%) au moins du capital est détenu par les nationaux, et en cas d'insuffisance ou de carence, aux PME et Grandes entreprises dont trente-trois pourcent (33%) au moins du capital est détenu par les nationaux. Le paiement du sous-traitant peut être effectué par le Maître d'Ouvrage lorsque le montant de la prestation sous-traitée par une seule entreprise est supérieur ou égal à dix pour cent (10%) du montant total du marché et ses éventuels avenants ou lorsqu'il est établi que l'entreprise principale se livre à des manœuvres dolosives vis-à-vis du sous-traitant. Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, l'entreprise principale est tenue lors de la demande d'autorisation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Article 20 : Laboratoire de chantier et essais

Le Cocontractant est tenu d'avoir sur le chantier son propre laboratoire permettant d'exécuter tous les essais d'identification et d'étude des matériaux définis dans le CCTP. Le personnel et le matériel de ce laboratoire doivent recevoir l'agrément de l'Ingénieur du Marché dans un délai de sept (07) jours dès réception de la demande.

20.1. Le Cocontractant est tenu d'exécuter tous les essais et contrôles nécessaires à la bonne exécution des ouvrages tels qu'ils sont définis dans le CCTP.

20.2. Les frais inhérents à ces essais et contrôles sont à la charge du Cocontractant.

Article 21 : Journal et Réunions de chantier

21.1. Journal de chantier

Le cocontractant est tenu d'ouvrir avant tout démarrage des travaux, un journal de chantier. C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation Y sont consignés chaque jour :

- Les opérations administratives, relatives à l'exécution et au règlement du marché (notification, résultats d'essais, attachement) ;
- Les conditions atmosphériques ;
- Les réceptions de matériaux et agréments de toutes sortes ;
- Les incidents ou détails de toutes natures présentant quelques intérêts du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages ou de la durée réelle des travaux ;
- Etc...

Le cocontractant pourra y consigner les incidents ou observations susceptibles de donner lieu à une réclamation de sa part. Ce journal sera signé contradictoirement par le Maître d'œuvre et le représentant du cocontractant à chaque visite de chantier. Pour toute réclamation éventuelle du cocontractant, il ne pourra être fait état outre les autres pièces du marché, que des événements ou documents mentionnés en temps utile au journal de chantier

21.2. Réunions de chantier

Outre les réunions régulières de chantier à l'initiative du maître d'œuvre, des réunions périodiques devront être tenues en présence du Chef de service du marché et de l'Ingénieur du marché ou leur représentant

- a. Des réunions de chantier auront lieu hebdomadairement à un jour fixé contradictoirement par l'Ingénieur du Marché et le Cocontractant.
- b. La participation du Conducteur des Travaux aux réunions du chantier est obligatoire.
- c. Les réunions de chantier feront l'objet d'un procès-verbal signé par tous les participants.
- d. Le procès-verbal de réunion devra préciser :
 - Les travaux exécutés au cours de la semaine ;
 - Les taux globaux d'avancement des travaux ;
 - Les taux globaux des paiements en cours ;
 - Les taux globaux de consommation des délais ;
 - La situation du personnel et du matériel sur le chantier ;
 - La qualité des travaux réalisés ;
 - Les approvisionnements des matériaux sur le chantier ;
 - Les travaux programmés au cours de la semaine suivante (planning hebdomadaire) ;
 - Les documents remis ou reçus par le Cocontractant ; les éventuelles difficultés rencontrées ;
 - Les recommandations générales ;
 - etc.

Article 22 : Utilisation des explosifs

Sans objet

CHAPITRE III : DE LA RECEPTION

Article 23 : Documents à fournir avant la réception technique

Le cocontractant devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire du marché subséquent transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

1. Copie de la facture ou du décompte décrivant les travaux indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
2. Notification de la réception ;
3. Copie Cautionnement définitif ;

4. Copie assurance.

Article 24 : Réception provisoire

24.1. Opérations préalables à la réception

- a. Avant la réception provisoire des travaux, le Cocontractant demande par écrit au Maître d’Ouvrage avec copie au Chef Service du marché, à l’Ingénieur du marché et l’organisme payeur, l’organisation d’une visite technique préalable à la réception.

Cette visite comporte entre autres opérations :

- La reconnaissance qualitative et quantitative des ouvrages exécutés ;
 - Les épreuves éventuellement prévues par le CCTP ;
 - La constatation éventuelle de l’inexécution des prestations prévues au marché ;
 - La constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux ;
 - Les constatations relatives à l’achèvement des travaux ;
 - Les constatations des quantités des travaux effectivement réalisés ;
 - La remise des projets de plan de récolement.
- b. Ces opérations font l’objet d’un procès-verbal dressé sur le champ et signé par l’Ingénieur du Marché, et contresigné par le Cocontractant.
 - c. La commission de réception technique, doit vérifier la conformité qualitative, technique et quantitative des travaux.

En matière de réception technique, la commission prend une des décisions suivantes concernant tout ou partie de la prestation :

- Elle accepte en qualité et en quantité les travaux et, dans ce cas, sa décision est immédiatement exécutoire ;
- Elle constate que les travaux ne sont pas conformes et en prononce le rejet. Toutefois, dans cette hypothèse, elle peut admettre soit que la prestation soit mise en conformité, soit qu’elle fasse l’objet d’une réfaction. Le rejet de la prestation est

notifié au Cocontractant par lettre recommandée ou simple lettre contre décharge s’il n’a pas signé le procès -verbal concluant à cette décision.

24.2. Réception Provisoire

Le cocontractant est tenu de faire connaître au Chef de service du marché au plus tard [17] jours avant l’expiration du délai contractuel, la date à laquelle il souhaite que soit réceptionnés les travaux.

La réception provisoire sera prononcée aussitôt à la fin de l’exécution des travaux objet du présent marché et après les Opérations préalables à la réception. La Commission après visite du chantier examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

La visite de réception est sanctionnée par la signature, séance tenante par tous les participants, d'un procès-verbal de réception mentionnant si elle est prononcée ou non et le cas échéant, les réserves à lever, assorties de délais, avant de prononcer ladite réception

Pour être valable, le procès-verbal de réception doit être signé par les deux tiers (2/3) au moins des membres dont le Président.

24.3. Composition de la commission de réception

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

Président : Le Maître d’Ouvrage ou son représentant ;

Rapporteur : Le Maître d’Œuvre ou l’Ingénieur du marché (en cas d’absence de Maitrise d’œuvre) ;

Membres :

- Le Chef de service du marché (Le Chef Service Technique de la Commune de Bot-Makak) ;
- L’Ingénieur (DD / MINEE / NK) ou son Réprésentant, (Membre), (en cas de présence de Maitrise d’œuvre) / Rapporteur [en cas d’absence de maîtrise d’œuvre] ;
- Le Comptable Matières de la Commune de Bot-Makak (Membre) ;
- Un représentant du Ministère des Marchés Publics (Observateur) ;

Invité :

- L'entreprise.

NB : Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins dix (10) jours avant la date de réception. Le cocontractant ou le prestataire est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter). Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception

24.4. Réceptions partielles

Le cocontractant pourra, selon que la nature des prestations l'exige ou pour cas de force majeure, demander des réceptions partielles. Dans ce cas, la commission chargée des réceptions partielles sera la même que celle devant effectuer la réception provisoire. Un procès-verbal de réception partielle sera rédigé et signé par toutes les parties.

24.5. Début de la période de garantie

Le délai de garantie des travaux est fixé à un (01) an à compter de la date de réception provisoire des travaux.

24.6. Prise de possession des ouvrages

Toute prise de possession des ouvrages doit être précédée d'une réception partielle ou provisoire. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement d'un état des lieux contradictoire

Article 25 : Documents à fournir après exécution

25.1. En fin de chantier, le Cocontractant soumettra à l'Ingénieur du marché, trois (3) exemplaires de tirages des plans des ouvrages réellement exécutés, les contre-calques correspondants ainsi que l'ensemble des notes techniques relatives à l'exploitation et la maintenance des ouvrages. Ces derniers devront notamment préconiser un chronogramme d'entretien périodique. Pour ceux de ces documents qui auront été traités sur ordinateur, le Cocontractant les fournira sur support informatique (CD-ROM).

Les plans conformes à l'exécution seront fournis aux échelles appropriées.

25.2. La non fourniture de ce plan de récolelement dans le délai imparti peut donner lieu à une retenue de dix pour cent (10 %) sur le montant du cautionnement définitif.

Article 26 : Entretien pendant la période de garantie

- a. Pendant la période de garantie, le Cocontractant devra exécuter à ses frais et en temps utile, tous les travaux nécessaires pour remédier aux désordres relevant des malfaçons, qui apparaîtraient dans les ouvrages.
- b. Le Cocontractant sera responsable envers le Maître d'Ouvrage de tous les désordres survenus, exceptés ceux relevant d'une usure normale causée par la circulation, même si ceux-ci n'ont pas été signalés par le Chef de Service.
- c. Si après réception provisoire, le Cocontractant ne s'est pas conformé dans un délai de quinze (15) jours, aux prescriptions d'un ordre de service concernant les réparations ou réfections éventuelles, le Chef de service du marché sera en droit de les faire exécuter par ses propres ouvriers ou par un autre cocontractant et d'en recouvrir le montant aux dépens du Cocontractant par déduction sur toutes sommes dues ou à devoir à ce dernier dans le cadre du marché.

Article 27 : Réception définitive

La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

27.1. Opérations préalables à la réception définitive

- a. Avant la réception définitive, le Cocontractant demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie au Chef Service du marché et à l'Ingénieur du marché, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.
- b. La commission, en plus des opérations prescrites pour la réception provisoire, s'assurera que tous les points à examiner à la réception définitive ont été réalisés.
- c. Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé par l'Ingénieur, et contresigné par le Cocontractant.

- d. Au terme de cette visite préalable à la réception, l'Ingénieur, spécifie les éventuelles réserves à lever et les travaux correspondants à effectuer avant la date de la réception définitive, qui sera fixée par le Chef de service en accord avec l'Ingénieur.
- 27.2. Commission de réception définitive
- a. La procédure de réception et la composition de la commission est la même que celle de la réception provisoire.
 - b. Les membres ci-dessus cités et le Cocontractant sont convoqués, par courrier du Chef de service du Marché, pour prendre part à la réception définitive, au moins sept (07) jours avant la date de la réception.
- L'absence du Cocontractant équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.
- c. Avant de prononcer la réception définitive, la Commission vérifiera, par tous les moyens à sa disposition, que les clauses contractuelles ont été entièrement respectées et que le Cocontractant s'est honorablement acquitté des tâches prescrites pour la période de garantie.
 - d. A l'issue de la séance de Commission, l'Ingénieur dresse un procès-verbal de réception définitive qui est signé séance tenante par les membres et par le cocontractant.

CHAPITRE IV : CLAUSES FINANCIERES

Article 29 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du [détail ou devis estimatif] est de : _____ (en chiffres) (en lettres) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC); soit:

- Montant HTVA : _____ (____) francs CFA ;
- Montant de la TVA : _____ (____) francs CFA
- Montant de l'AIR : _____ (____) francs CFA
- Montant de la TSR, le cas échéant : ----- (____) francs CFA [n'est applicable que pour les marchés passés avec les cocontractants dont le siège est basé à l'étranger] ;
- Net à percevoir = Montant net déduit de tous les impôts et taxes : _____ (____) francs CFA.

Article 30 : Lieu et mode de paiement

Tout règlement relatif à un marché public intervient par transfert sur un compte domicilié dans un établissement de crédit de droit camerounais de premier rang agréé par le Ministre chargé des finances, conformément au texte en vigueur ou par crédit documentaire. Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement bancaire au nom du cocontractant de la manière suivante :

[La domiciliation bancaire devra être la même que celle du cautionnement définitif]

- a) Pour les règlements en francs CFA, soit (montant net à mandater en chiffres et en lettres), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom du co-contractant à la banque _____.
- b) Pour les règlements en devises, (le cas échéant) soit (montant net à mandater en chiffres et en lettres), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom du cocontractant à la banque _____.

Article 31 : Garanties et cautions

Le cocontractant devra fournir les garanties émanant des banques ou organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances ou ayant un correspondant local agréé. Les garanties décrites ci-après en faveur du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sont exigées dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après :

31.1. Cautionnement définitif

- a) Il est constitué par le titulaire du Marché et transmis au Chef Service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement ;
- b) Son montant est fixé à cinq pour cent (5%) du montant toutes taxes comprises du marché ;
- c) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'appel d'offres, comme indiqué par le Maître d'ouvrage dans le CCAP, ou tout autre document satisfaisant le Maître d'ouvrage ;
- d) Les modes de substitution du cautionnement sont prévus à l'article 140 du code des marchés publics ;
- e) Le cautionnement définitif sera restitué consécutivement par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du cocontractant.

31.2. Cautionnement d'avance de démarrage

L'avance de démarrage, de vingt pour cent (20%) du Montant TTC du Marché, fera l'objet d'une caution avec une garantie de remboursement à cent pour cent (100 %), par un établissement financier agréé par le Ministre des Finances

31.3. Cautionnement de bonne exécution

La retenue de garantie est fixée à dix pour cent (10 %) du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement de bonne exécution sera effectuée à compter de la réception définitive des travaux sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué après expiration du délai de garantie. A l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires, les cautionnements cessent d'avoir effet ; l'organisme compétent est tenu de restituer ces cautionnements ou de libérer la retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution sur simple demande du cocontractant de l'administration ; sauf si le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a dûment signifié à la caution du cocontractant qu'il n'a pas honoré toutes ses obligations. Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de la caution que par main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.

Article 32 : Variation des prix

Sans objet.

Article 33 : Formules de révision des prix

Sans objet.

Article 34 : Formules d'actualisation des prix

Sans objet.

Article 35 : Travaux en régie

35.1. Le cocontractant sera tenu de mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage, la main d'œuvre, les matériaux, ainsi que l'outillage et tous les moyens nécessaires qu'il pourra être amené à lui demander pour exécuter en régie certains travaux, à condition que la demande lui en soit faite au moins huit (8) jours à l'avance et qu'elle soit en rapport avec l'objet du marché. Le montant des travaux en régie visés à l'alinéa 1 ci-dessus ne peut être supérieur à deux pour cent (2%) du montant toutes taxes comprises (TTC) du marché.

35.2. Dans le cas où le Cocontractant serait invité à exécuter des travaux en régie, les dépenses exposées et dûment justifiées lui seront remboursées dans les conditions suivantes :

- Les quantités prises en compte seront les heures de mise à disposition ou les quantités de matériaux et matières mises en œuvre ayant fait l'objet d'attachements contradictoires ;
- Les traitements et salaires effectivement payés à la main d'œuvre locale seront majorés pour tenir compte des charges sociales de quarante pour cent (40%) ;
- Les heures d'engin seront décomptées au taux figurant dans les sous-détails de prix ;
- Les matériaux et matières seront remboursés au prix de revient dûment justifié au lieu d'emploi majoré de dix pour cent pour pertes, magasinage et manutention ;

- Le montant des prestations ainsi calculé, y compris les heures d'engins, sera majoré de vingt-cinq pour cent (25%) pour tenir compte des frais généraux, bénéfices et aléas propres à l'entrepreneur.

Article 36 : Valorisation des approvisionnements

36.1. Des acomptes pour approvisionnement peuvent être accordés en raison des dépenses engagées en vue de l'exécution des travaux, fournitures ou services qui font l'objet d'un marché. Les modalités de paiement desdites avances sont fixées dans le code des marchés publics.

36.2. Il n'est pas demandé de caution pour les acomptes sur approvisionnements.

36.3 Dans tous les cas, le cocontractant de l'administration est responsable du gardiennage des matériaux ayant donné lieu à une avance pour approvisionnement jusqu'à la réception des travaux.

Article 37 : Avances

37.1. Le Maître d'Ouvrage peut accorder une avance de démarrage de vingt pour cent (20%) maximum du montant du marché dans les conditions prévues par le Code des Marchés Publics.

37.2. Cette avance dont le montant ne peut excéder vingt pour cent (20%) du prix initial TTC du marché, est cautionnée à cent pour cent (100%) par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée par le Ministre en charge des Finances à émettre les cautions dans le cadre des Marchés Publics conformément aux textes en vigueur, et remboursée par déduction sur les acomptes à verser au cocontractant pendant l'exécution du marché, suivant des modalités définies dans le CCAP.

37.3. L'avance de démarrage peut être obtenue par le co-contractant de l'administration sur simple demande adressée au Maître d'ouvrage.

37.4. Le remboursement de cette avance s'effectuera par déduction dans les décomptes. Il commencera dès que le montant des prestations cumulées, aura atteint quarante pour cent (40%) du montant du marché, la totalité de l'avance devant en tout état de cause, être remboursée lorsque le montant des prestations cumulées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

37.5. La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès le moment où la valeur en prix de base des prestations réalisées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché et au plus tard un mois avant l'achèvement des délais contractuels.

37.6. Au fur et à mesure du remboursement des avances, le Maître d'Ouvrage donnera la mainlevée de la partie de la caution correspondante, sur demande expresse du cocontractant.

Article 38 : Règlement des travaux

38.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, le Cocontractant et l'Ingénieur du Marché établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

38.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (05) du mois suivant le mois des prestations, le Cocontractant remettra en sept (07) exemplaires à l'Ingénieur du Marché, un projet de décompte provisoire mensuel, selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé au Cocontractant.

Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une retenue à la source et sera reversé au Trésor Public.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au Cocontractant sera mandaté comme suit :

- 97.8% versé directement au compte du Cocontractant ;

- 2,2% ou 5.5% retenu à la source par le Fonds Routier et reversé au Trésor Public.

L'Ingénieur du Marché disposera d'un délai de sept (07) jours pour transmettre au chef de service du marché, les décomptes qu'il a approuvés.

Le Chef de service du marché et l'ingénieur du marché disposent d'un délai de vingt et un (21) jours pour procéder à la signature des décomptes et leur transmission au comptable chargé du paiement

Une copie du décompte corrigé est retournée, au Cocontractant le cas échéant.

Une Copie des décomptes signés est transmise au MINMAP.

38.3. Décompte final

Le cocontractant dispose d'un mois pour transmettre le projet au Maître d'Œuvre ou à l'ingénieur, après la date de réception provisoire des travaux Après achèvement des travaux,

le cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble. Ce projet de décompte final, une fois rectifié par le Maître d'œuvre ou l'ingénieur et accepté par le Chef de service du marché devient final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché, établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des décomptes mensuels.

38.3.2. Le chef service dispose d'un délai de cinq jours pour notifier le projet rectifié et accepté au Maître d'Œuvre,

38.3.4. Le cocontractant de l'administration doit dans un délai maximal d'un mois suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de signer. Dans le cas où le cocontractant signe avec réserve ou ne signe pas le décompte final, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le cocontractant dans un mémoire récapitulatif de toutes les réclamations dont il revendique le paiement, accompagné des justificatifs nécessaires, et transmis au Maître d'œuvre dans le même délai que ci-dessus, sous peine de forclusion. Le règlement du différend intervient alors selon les dispositions du code des marchés publics en vigueur et du CCAG applicable.

38.4. Décompte général et définitif

38.4.1. Le Chef de service ou le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 5 jours pour établir le décompte général et définitif au cocontractant de l'administration après la réception définitive

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le cocontractant et le Maître d'Ouvrage ou le Maître.

Ce décompte comprend :

- Le décompte final,
- Le solde,
- La récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché, et libère le cocontractant et le maître d'ouvrage de toutes leurs obligations, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires

38.4.2. Le cocontractant dispose d'un délai de 5 Jours pour renvoyer le décompte général et définitif revêtu de sa signature La transmission du décompte général et définitif à l'Organisme payeur en vue du paiement est subordonnée au visa préalable du MINMAP. Pour cela, une copie de l'attachement correspondant et tous les décomptes provisoires devront lui être antérieurement transmis ou remis à son représentant sur le site le cas échéant Les délais et les modalités de signature ainsi que de gestion des désaccords sont les mêmes que ceux du décompte final.

Article 39 : Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues et calculés conformément aux dispositions des articles 166 et 167 du décret n° 2018/366 du 20Juin 2018 portant Code des Marchés Publics et par application de la formule $L = M \times (n/360) \times (i)$ dans laquelle : M = Montant TTC des sommes dues au titulaire ; N = Nombre de jours calendaires de retard ; i = Taux débiteurs des entreprises à la BEAC majoré d'un (01) point ou taux d'escompte pratiqué par la Banque d'émission de la monnaie considérée majoré au plus d'un (01) point, selon le cas.

Article 40 : Pénalités

40.1. Pénalités de retard des travaux

A défaut pour le cocontractant d'avoir terminé la totalité des travaux dans le délai imparti, il lui sera appliquée, après mise en demeure préalable des pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 168 du Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics. Ces pénalités sont fixées comme suit :

- a. Un deux millième (1/2000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millième (1/1000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

En cas de prolongation des délais par le Maître d'Ouvrage sur demande de l'entreprise, sauf en cas de force majeure, les dépenses relatives aux prestations de la Mission de Contrôle seront supportées par l'entreprise.

40.2. Pénalités pour remise tardive des documents contractuels

- Assurance : 20 000 frs/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Cautionnement définitif : 20 000 frs/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Programme d'exécution : 50 000 frs/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;

40.3. Pénalités pour défaut d'exécution

- Non remplissage du journal de chantier constaté lors des visites : 10 000 frs/visite ;
- Indisponibilité du journal de chantier lors des visites : 20 000 frs/visite.

Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base, sous peine de résiliation conformément aux articles 169 et 182 du Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics.

Il appartient au cocontractant de rassembler au fur et à mesure de l'exécution des travaux les pièces justificatives d'un dossier éventuel de demande de remise de pénalités qui ne pourra être prononcée par l'Autorité contractante qu'après avis technique de l'organisme de Régulation des Marchés Publics sur proposition du Maître d'Ouvrage.

Il n'est pas prévu de prime en cas d'avance sur délai contractuel.

Article 41 : Règlement en cas de groupement d'entreprises et de sous-traitance

41.1. En cas de groupement solidaire d'entreprises les paiements sont effectués dans le compte indiqué dans la soumission soit au nom du groupement, soit au nom du mandataire

41.2. Tout paiement d'acompte pour des prestations réalisées par des sous-traitants, est subordonné à l'exécution des prestations prévues dans le marché, et réceptionnés sous réserve de la preuve de leur paiement par le co-contractant de l'Administration aux sous-traitants.

Article 42 : Régime fiscal et douanier

Le marché est soumis au régime fiscal et douanier en vigueur en République du Cameroun.

Le marché est conclu tout taxes comprises, conformément à la loi n°..... du Portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exerciceet au Code Général des Impôts qui définissent les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics

La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
 - Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique);
 - Des droits et taxes communaux,
 - Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que le cocontractant impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse. Sauf mention spécifique contraire figurant au Marché, le cocontractant devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants

Article 43 : Timbres et enregistrement des marchés

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés (fiscaux et communaux de Bot-Makak) et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant, conformément à la réglementation.

Après enregistrement, les marchés (05 exemplaires originaux enregistrés) devront être retournés à la Commune Bot-Makak (Service Techniques) pour ventilation.

En cas de non-respect des dispositions réglementaires pour l'enregistrement, le marché pourra être résilié de plein de droit

NB: Le timbre communal (acquis à la Recette Municipale de Bot-Makak) est désormais obligatoire pour les décomptes, factures et à l'enregistrement de tout contrat (Lettre-Commande, Marché, Bon de Commande,...) passé avec la Commune de Bot-Makak, soit un timbre communal par feuille de format A4.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 44 : Résiliation du marché

Le marché peut être résilié de plein droit par le Maître d'Ouvrage, comme prévu au Titre V, Chapitre I, Section II, Sous-Section I du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG (Travaux), notamment dans l'un des cas de :

- Décès du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayant-droits pour la continuation des prestations ;
- Faillite du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations ;
- Liquidation judiciaire, si le co-contractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;
- En cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ;
- Défaillance du co-contractant de l'Administration dûment constatée et notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage ;
- Non-respect de la législation ou de la réglementation du travail ;
- Variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la modification des conditions économiques ou des quantités initiales du marché ;
- Manceuvres frauduleuses et corruption dûment constatées ;
- Retard de plus de trente (30) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Pénalités cumulées dépassant 10 % du montant T.T.C. des travaux ;
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- Défaillance du cocontractant.

Article 45 : Cas de force majeure

Certaines circonstances sont de nature à dégager la responsabilité des parties contractantes. Ce sont celles correspondants aux faits de guerre, hostilité (avec ou sans déclaration de guerre), invasion étrangère, rébellion, insurrection, usurpation de pouvoir, guerres civiles, émeutes, troubles ou désordres sociaux. Elles s'étendent également aux effets des forces naturelles que les contractants ne pouvaient raisonnablement prévoir, ni éviter.

En cas de force majeure, le Cocontractant ne verra sa responsabilité dégagée que s'il a averti le Maître d'Ouvrage par écrit, de son intention d'invoquer cette force majeure et ce, avant le vingtième (20^e) jour qui a suivi l'événement.

Par ailleurs, si cette force majeure est invoquée pour des précipitations exceptionnelles, elle ne sera prise en compte qu'en cas des pluies répétées dont l'intensité est égale ou supérieure à quarante (40) millimètres pendant une période de vingt-quatre (24) heures (relevé de la station météorologique couvrant la région du sinistre)

Il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier les cas de force majeure.

Article 46 : Différends et litiges

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente, conformément à l'article 187 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 47 : Edition et diffusion du présent marché

Vingt (20) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du Maître d'ouvrage et fournis au chef de service du marché.

Article 48 et dernier : Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES
PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

**N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE
LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 5

Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP)

ARTICLE 1 : NATURE DU PROJET

Le projet consiste à l'**ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA COMMUNE DE BOT-MAKAK** Le présent document a pour but de définir la consistance des travaux et leur mode d'exécution suivant les règles de l'art et conformément aux autres documents constitutifs du marché. Il donne également une orientation aux soumissionnaires sur le choix des matériaux et équipements conformes pour une bonne exécution des travaux.

Il a été confectionné pour préciser et compléter les indications portées dans le devis estimatif et quantitatif et les pièces dessinées.

ARTICLE 2 : GÉNÉRALITÉS

Moyens mis en œuvre

Le soumissionnaire est tenu de décrire les moyens en personnel et matériel qui seront mis en place pour effectuer les travaux.

Il a à sa charge le personnel affecté au projet. Il doit en effet lui fournir tous les moyens matériels et logistiques nécessaires à la bonne exécution des travaux dans les délais prescrits.

A cet effet, le soumissionnaire remettra son offre avec les curricula vitae du personnel qu'il propose ainsi que le chronogramme correspondant aux différentes activités.

Conformité aux normes et prescriptions

Pour tous les travaux de construction de l'artère moyenne tension triphasée, de poste de transformation MT/BT et des lignes basse tension triphasée, des mesures de sécurité et de protection de l'environnement devront être conformes aux prescriptions législatives et réglementaires par rapport aux normes relatives à la gestion du secteur de l'électricité au Cameroun. A défaut de tels textes, seront appliqués :

- Les recommandations du Comité Électronique International (CEI)
- Les normes AFNOR ;
- Les normes homologuées FNC ;
- Les normes UTE ;
- Les normes ENEO
- L'arrêté du 02 avril 1991 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributeurs d'énergies parues au journal officiel Français du 04 mai 1991.

Les ouvrages seront construits pour supporter les conditions définies ci-après :

- Température : 70°C
- hygrométrie correspondante : 98%
- Température extrême sous-abri :

* maximale : 50°C

* minimale : 10°C

- Vitesse des vents :

* exceptionnelle : 180 km/h

* Normales : 5 à 35 km/h

Les poteaux-bois seront conformes aux normes UPDEA.

Contrôle et surveillance des travaux

La surveillance des travaux est assurée par l'Administration et le concessionnaire ENEO ou leurs représentants dûment habilités. L'entrepreneur ou son représentant tient un carnet de chantier (journal de chantier) dans lequel sont notées toutes les décisions des agents chargés de contrôle, les réserves éventuelles de l'entrepreneur et toutes les observations nécessaires, y compris le rendement par jour et toutes les opérations effectuées. Ce carnet a une valeur officielle qui lui sera donné par ordre de service émis avant le début du chantier.

Pour les opérations et décisions particulièrement importantes (arrêt des travaux,

modification du programme, etc. ...), l'Administration établit un ordre de service.

L'agent de l'Administration et le concessionnaire ou leurs représentants surveillent sur le chantier la nature et la qualité du matériel et des matériaux mis en œuvre, le respect des linéaires et quantités, le respect de la profondeur des fouilles et des valeurs à obtenir pour les mesures de terre et autre...

Renseignement à fournir à l'Administration

L'entrepreneur consigne dans le carnet de chantier tous les détails techniques des travaux :

Appellation du chantier ;

Date du début des travaux ;

Suspensions temporaires des travaux et leurs causes ;

Incidents divers ;

Rythme d'Avancement des travaux ;

Matériels intervenus ;

Matériaux utilisés ;

Personnel ;

Et d'une façon générale, tous les détails techniques pouvant renseigner l'Administration sur l'évolution des travaux.

En fin de contrat, l'entrepreneur remet un rapport général récapitulant l'ensemble des travaux réalisés sur chaque site avec le plan de recollement.

Variantes

Les soumissionnaires sont libres de proposer les variantes sous réserve qu'elles soient dûment détaillées et qu'elles ne modifient pas les caractéristiques générales des installations. Ces variantes ne seront appliquées qu'après leur approbation par l'ingénieur.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les prestations comprennent les fournitures et leur mise en œuvre complète à la réalisation des lignes de distribution MT monophasée, MT/BT mixte monophasée, BT monophasée et au poste de transformation Triphasé. Les travaux sont définis dans le cadre des normes et références ENEO conformément aux prescriptions générales du devis quantitatif et estimatif.

Les travaux consistent à :

2.1. Lot numéro 1 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT triphasé ;
- Poste de transformation H61 160 KVA ;
- Branchement ménage ;
- Prestations diverses.

2.2. Lot numéro 2 :

- Travaux préparatoires ;
- Réhabilitation ligne BT en poteau béton ;
- Branchement ménage ;
- Prestations diverses.

2.3. Lot numéro 3 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT monophasé aérien ;
- Poste de transformation H61 25 KVA ;
- Construction d'une ligne BT aérienne ;
- Branchement ménage
- Prestations diverses.

2.4. Lot numéro 4 :

- Travaux préparatoires ;
- Construction ligne MT monophasé aérien ;
- Poste de transformation H61 25 KVA ;
- Construction d'une ligne BT aérienne ;
- Branchement ménage
- Prestations diverses.

ARTICLE 4 : MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le cocontractant réalisera lui-même le projet d'exécution d'ouvrage (plans d'exécution et calculs, chronogramme d'activité, effectif du personnel affecté...) qui sera soumis à l'approbation de l'Ingénieur à travers le Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

Pour les travaux de construction des artères de moyennes tensions monophasées, de poste de transformation MT/BT, des lignes mixte MT/BT monophasé et des lignes BT monophasée, la protection de l'environnement doit être de mise. L'exécution doit être conforme aux normes et règlement en vigueur.

Les travaux devront commencer par l'étude du site et se poursuivront suivant un ordre logique dans la succession des tâches formant les principales étapes du marché. On en retiendra six (06). L'exécution de chacune d'elle devra être validée par un procès-verbal contradictoirement signé par l'Ingénieur (ou le Maître d'œuvre) et l'entrepreneur. Il s'agit de :

- L'étude et piquetage ;
- L'abattage et l'élagage ;
- L'exécution des fouilles ;
- La Fourniture des poteaux, l'implantation et le calage des supports ;
- Le Poste de transformation ;
- Le Déroulage des conducteurs et la mesure des terres.

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES TRAVAUX

ÉTUDES ET PIQUETAGE

L'étude et le piquetage consisteront à faire une topographie d'alignement en vue d'assurer une bonne construction des réseaux aériens MT, MT/BT et BT. Cette activité sera réalisée par l'entrepreneur suivant les normes techniques et la protection de l'environnement sera de mise.

ABATTAGE ET ÉLAGAGE

Le site du projet est relativement étouffé ; il va nécessiter l'abattage et l'élagage sur le réseau. L'abattage et l'élagage s'effectueront systématiquement sur un corridor principal de 20 m de largeur. Au-delà de cette largeur, seuls seront abattus les arbres présentant une menace certaine pour la ligne. Les indemnisations ne sont pas prévues ; en cas de réticence à l'abattage des arbres fruitiers et autres par la population, l'Entrepreneur devra saisir par écrit l'Administration dans les trois (03) jours qui suivent cette situation.

Dans tous les cas, l'Administration ne saurait être responsable des cas de litiges dont elle n'aura pas été réglementairement saisie.

• FOUILLES

Elles seront réalisées conformément aux règles de l'art dans la dimension suivantes :

Longueur =0,60m

Largeur =0,40m

Profondeur :

1,40m pour les supports bois de 9m

1,60m pour les supports bois de 11m

1,70m pour les supports bois de 12m

• CONFECTION DES SUPPORTS AU SOL

Les supports jumelés seront rassemblés avant leur emplacement dans les fouilles et recevront une amorce d'armement d'après leur utilisation. Les supports (simples ou contrefichés) seront perforés avant leur mise en œuvre et ceci pour faciliter l'assemblage des armements une fois qu'ils seront levés.

• TRAITEMENT DES SUPPORTS ET DES TERRES DE REMBLAI

En plus du traitement reçu de l'usine, tous les supports quel que soit leur type doivent faire l'objet d'un second traitement en deux couches sur une hauteur de 3,00m. Les produits

indiqués pour ce traitement sont la Carbonyle, le Xylème claire et/ou le Flingote.

Le prestataire devra présenter au Maître d'œuvre le certificat de traitement des poteaux bois délivré par la station de traitement ENEO de Bafoussam ou toute autre unité de traitement agréée par le Ministère de l'Eau et de l'Énergie.

La terre de remblai lors du calage doit être stabilisée au « RÉGENT 50SC » afin de prévenir les attaques des charançons et autres insectes. La quantité requise pour chaque support sera de 100 grammes environ.

- **CALAGE DES POTEAUX**

Une fois les supports levés, l'équipe technique de l'entreprise réalisera un calage en pierre de dimension variable à trois niveaux. À chaque niveau du calage, un remblai avec des terres stabilisées aux fongicides suivra.

- **ARMEMENT DES SUPPORTS**

Il consiste à la fixation pour la MT mono, des consoles de tête, des isolateurs rigides et des éléments d'ancrage (chaines d'isolateurs et armements d'ancrage). Pour le réseau BT, les éléments de fixation seront en conformité avec la norme de construction des lignes aériennes BT mono sur poteaux bois en technique rigide d'ENEO

DÉROULAGE ET RÉGLAGE DES CONDUCTEURS

Les câbles sont horizontalement déroulés sur les supports. Des dégagements verticaux (flèche) de 6,2 m pour les réseaux MT et de 4 m pour les BT sont recommandés en terrain ordinaire. Toute fois, en traversée des chaussés et des voies carrossables, les flèches des réseaux MT et BT sont de 8,2m et 6m respectivement.

- **POSTE DE TRANSFORMATION**

Il est prévu sur support bois jumelé de 11m en arrêt et de classe D calé à la pierre sèche avec une plateforme de manœuvre en massif de béton.

Au transformateur MT/BT est associé systématiquement un parafoudre qui détermine le niveau de tenue aux surtensions de celui-ci (160 KVA et 25 KVA) et dont la tension nominale est de 30 KV en monophasé. Il est monté sur le même support que le transformateur et raccordé entre une phase et le circuit de mise à la terre.

- **CONFECTON MALT BT**

La procédure consiste à planter au pied du support BT au moins un piquet de terre normalisé (2,1m) avec câble nu en cuivre de 29mm² en serpentin dans une tranché dont la profondeur est de 0,8 m. La descente de terre en câble de cuivre isolé de 25mm² est logée dans une protection mécanique et est raccordée au câble nu au fond de la tranché. Il convient de réaliser une terre tous les trois cents (300) mètre et dont la valeur ohmique est au plus égale à 10 Ω.

- **BRANCHEMENT TÉMOINS**

Des branchements standards normalisés (branchements témoins) seront réalisés sous le contrôle d'ENEO aux frais de l'entreprise au profit des concessions. Les sites devant bénéficier de ces branchements seront déterminés lors de l'exécution des travaux et notifiés à l'entreprise.

Cette prestation comprendra :

Les branchements ;

L'abonnement (pose de compteur et accessoires);

La fourniture et la pose d'une lampe témoin et accessoires (interrupteur, fil TH 1,5mm² domino etc..) pour besoin de probation de l'effectivité de l'énergie électrique.

SÉCURITÉ

Les populations seront sensibilisées sur les dangers du courant électrique par spot vidéo et documentaire produit par ENEO en collaboration avec l'entreprise. Toute fois lors de l'exécution des travaux, l'entreprise prendra des dispositions nécessaires pour la sécurité des biens et des personnes.

- **PRESTATIONS DIVERSES**

L'entrepreneur devra d'abord procéder à la visite du site qui lui permettra d'appréhender les difficultés à relever au cours des travaux. Cette étape devra être suivie par les travaux préliminaires qui englobent toutes les autres tâches nécessitant le démarrage effectif des travaux sur le chantier :

La mobilisation du matériel ;

La mobilisation des équipes ;

La mobilisation d'équipements

Du matériel

L'entrepreneur devra s'assurer que le matériel affecté au chantier est suffisant et répond aux exigences des travaux à réaliser sur le terrain ;

Des équipes :

Elles doivent être composés d'un personnel qualifié et en nombre suffisant pour les travaux à réaliser sur le terrain ;

Le transport des équipements :

Il nécessitera des moyens de locomotion particulièrement indiqués pour les travaux d'électrification en zone rurale et ce d'autant plus que le site du projet présente un accès assez difficile.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION DES TRAVAUX

6.1 LA CONSTRUCTION DU RÉSEAU MT monophasé

Le réseau MT Triphasé ou MT/BT monophasé sera construit sur une longueur définie dans le détail estimatif. Son implantation devra être officiellement validée avant la poursuite des travaux par le contrôleur d'ENEKO et l'Ingénieur du projet.

Ce réseau sera constitué de câble Alméléc de diamètre 54,4mm² suspendu réglementairement à l'aide d'isolateurs en verre de 30 KV fixés sur des poteaux béton de 11m, pouvant supporter respectivement des efforts de 300 et 500 daN à 25cm du sommet.

Les poteaux devront être implantés avec les portées de 100 m, à une profondeur de 1,60m dans les trous de 40 x 60 cm de section. En alimentation mixte, les portées seront réduites à 50m.

En terrain marécageux, l'implantation doit être bétonnée en gros béton dosé à 300 kg/m³ ; en terrain instable le remblai sera renforcé par des blocs de pierre sèche.

Le conducteur est le câble Alméléc de section 54. 4mm². Son armement sur les isolateurs doit obéir aux conditions d'alignement des poteaux.

Dans les portions rectilignes du réseau et des angles verticaux inférieurs à 25° le câble sera fixé simplement sur les poteaux à travers les isolateurs rigides.

Dans les portions de réseau dont l'angle est compris entre 25 et 60°, le câble sera fixé au poteau à l'aide d'une chaîne d'isolateur de verre à trois éléments.

Les poteaux jumelés seront implantés au niveau des virages développant un angle vertical supérieur à 60°. Dans ce cas, on utilisera un double encrage avec des chaînes d'isolateurs à trois éléments pour la fixation du câble. Pour les angles très prononcés les supports contrefichés seront utilisés avec le même système d'ancre.

Tous les poteaux bois devrons être traités selon les normes en vigueur actuellement en République du Cameroun. **La réception des supports sera également conditionnée par la fourniture du certificat délivré par une société agréée ENEKO.**

• LA CONSTRUCTION DU POSTE DE TRANSFORMATION

Le transformateur triphasé MT/BT H61- 160 KVA et 25KVA ;

01 parafoudre 30 KV ;

01 coupe circuit à expulsion MT ;

Le parafoudre et le coupe circuit à expulsion sont placés en dérivation sur la MT immédiatement avant le transformateur ; et pour les dérivations de plus de 500m un coupe-circuit placé sur le support de dérivation.

La mise à la terre constituée de :

Une descente de prise de terre comprenant :

Une protection mécanique par gouttière ou tube PVC ø40.

Tube PVC ø25 : longueur 2 x 8,8cm ;

Câble en cuivre 25 mm² – 18m ;

2 raccords en cuivre.

2- Prise de terre comprenant :

Câble de cuivre nu de 29 mm² logé dans une tranchée de 0,35 m de largeur et 0,80 m de profondeur avec une longueur égale à 2 x15 m ; Un raccord de cuivre.

Le lieu d'implantation de ces postes de transformation sur le terrain sera indiqué par l'Ingénieur.

LA CONSTRUCTION DU RÉSEAU BT monophasé

Le réseau BT sera construit sur une longueur définie dans le cadre du devis avec des poteaux en béton de 9m, simples, supportant le câble **torsadé 4x25mm²**.

Les poteaux seront implantés à une profondeur de 1,50 m dans le sol avec des portées de 50 mètres. Ces poteaux devront être systématiquement traités selon les normes en vigueur en République du Cameroun.

Le câble sera fixé au poteau à travers un armement d'alignement pour les angles d'alignements supérieurs à 120° et une paire d'armement d'encrage pour les angles inférieurs à 120°.

Les poteaux contrefichés seront exigés en arrêt BT et jumelés au niveau des changements de directions développant les angles inférieurs à 120°.

La mise à la terre (MALT) type C sont exigés tous les 300m maximum et en arrêt basse tension. Elle sera constituée d'un conducteur en cuivre plein de 29 mm², d'un connecteur à griffes, d'une crampe de fixation, d'un feuillard de 20 mm, d'un protecteur mécanique, d'un connecteur à perforateur d'isolant, d'un tube isolant et du piquet de terre.

Le câble de cuivre nu de 29 mm² sera logé dans une tranchée de 0,35m de largeur et 0,80 m de profondeur avec une longueur de 7 à 8mètres ; au bout de la tranchée sera implanté le piquet de terre de 2,1m.

LES PRISES DE TERRE DOIVENT IMPÉRATIVEMENT ÊTRE MESURÉES ET VALIDÉES SOUS LE CONTRÔLE D'ENEKO ET DE L'INGÉNIEUR.

RACCORDEMENT AU RÉSEAU ENEO

Après la fin des travaux, l'entrepreneur prendra attaché avec les services d'ENEKO de la Direction régionale Centre Sud et Est pour procéder à ses frais au raccordement de la ligne au réseau national.

Notons à ce titre que la réception provisoire ne pourra être convoquée qu'après les travaux de raccordement.

ARTICLE 7 : PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATERIAUX

7.1 PROVENANCE

La fourniture de tous les matériaux incombe à l'entrepreneur. Ce dernier devra soumettre à l'agrément de l'Ingénieur, la provenance de tous les matériaux destinés à l'exécution du présent marché avant leur mis en œuvre et en temps utile pour respecter le programme d'exécution des travaux.

Certains matériaux spécifiques doivent faire l'objet d'un contrôle et d'une vérification dans les ateliers d'ENEKO avant leur destination dans le chantier, notamment le transformateur. Les matériaux et équipements fournis par l'entreprise devront provenir des sources agréées reconnues par l'ingénieur du Marché.

7.2 QUALITÉ

7.2.1 Poteaux

Les poteaux exigés pour le présent marché seront de classe D

- poteau 11m/S et 11m/J : norme ENEO SU-12 ;
- poteau 12m/s ; 12m/J et 12m/C
- poteau 11m/X : norme NFC C66-437 ;
- poteau 9m/S : norme ENEO SU-101 ;
- poteau 9m/J : norme ENEO SU-102 ;
- poteau 9m/X : norme NFC C66-437
- poteau métallique 1000DaN

7.2.2 Câble almélec

Conducteur nu en alliage d'aluminium constitués des brins, livré non graissé sur tourets en bois traité au xylophène, avec sens de câblage à gauche. Les sections recommandées du 34mm² code 591 901, norme de la référence NFC 34-125 ; ils sont utilisés pour le transport de l'énergie électrique.

7.2.3 Câble préassemblé 3x50 mm² +NP +1ep

Câble isolé avec du poly éthylène réticulé de couleur noire pour les réseaux aériens en basse tension triphasée.

7.2.4 Isolateurs rigides

Norme de référence : CEI 303. NFC 66-235 ; NFC 66-415 ; NFC 66-330

7.2.5 Console de tête

Norme de référence : NFC 66-404. NFA35-501

7.2.6 Armement d'alignement BT

Norme de référence : HN33S64 ; NFC33-042

7.2.7 Armement d'ancrage

Norme de référence : 33SG4 ;

7.2.8 Ferrure de contre - fichage

Norme de référence : NFC66-437

7.2.9 Parafoudre

Norme de référence : CEI9-1 ; 9-1-A ; NFC65-100

7.2.10 Coupe circuit à expulsion

Norme de référence : NFC64-200 ; CEI787 ; CEI2882-2

7.2.11 Plaque DM

Norme de référence : NC74-59 du 25/07/1974

7.2.12 Fer U pour ancrage

Norme de référence : NFA35-501 ; NFE27-411 ; NFC66-455

7.2.13 Bras bis

Norme de référence : NFA35-501 ; NFC666421

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE RÉCEPTION PROVISOIRE

Les réceptions provisoires seront prononcées au vue des résultats et des constatations qui seront faites sur le terrain (traitement des supports bois, équipement répondant aux normes, valeurs normales de mesure de terre, essai de mise en service concluant...), sauf réserves faites par l'entrepreneur dans le journal de chantier relevant les blocages pour atteindre les valeurs escomptées.

La réception sera sanctionnée par un procès-verbal dûment signé par différents membres de la commission de réception dont la composition est détaillée dans le CCAP.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RÉCEPTION DÉFINITIVE

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie fixé à six (06) mois.

Il ne sera pas procédé à des essais particuliers mais simplement à un nouveau contrôle de fonctionnement du réseau, une vérification de l'état général de l'ouvrage et des équipements, la vérification de l'encombrement de l'emprise du réseau et une enquête auprès des populations pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements pendant la période de garantie.

Si les conditions de bon fonctionnement étaient inférieures à celles de la réception provisoire, alors l'entrepreneur serait dans l'obligation de rétablir les caractéristiques initiales à ses frais.

La réception définitive sera notifiée à l'entrepreneur par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 10 : GARANTIE

Les obligations de l'entrepreneur pendant la période de garantie consistent à changer ou à réparer les pièces défectueuses qui ont été endommagées suite à un défaut de fabrication et de s'assurer de la bonne tenue de l'emprise du réseau.
Afin d'assurer un suivi rigoureux du fonctionnement et l'entretien des équipements durant la période de garantie, l'entrepreneur devra effectuer les tournées de suivi dans la localité du projet.

L'Ingénieur du Marché, devra examiner le fonctionnement des installations et les interventions. Chacune de ces tournées fera l'objet d'un compte rendu détaillé.

N.B. : - L'entrepreneur ne tiendra pas compte des erreurs ou omissions qui résulteraient de l'exploitation des différents documents constitutifs du marché.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF

PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE
LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE
EN PROCEDURE D'URGENCE**

PIECE N° 6

Bordereau des prix Unitaires

GENERALITES - DEFINITIONS - CONSISTANCE DES PRIX

CONTENU DES PRIX

Conformément aux articles du CCAP, les prix du bordereau comprennent toutes les dépenses du Cocontractant sans exception, en vue de réaliser la totalité des travaux prévus au présent marché, en particulier les dépenses de mise à dispositions de matériel, de fourniture de matériaux à l'exception de celle mentionnées explicitement dans les définitions des prix, les dépense de main d'œuvre, de transport, de frais généraux , et d'une façon générale, toutes dépense qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux.

Les prix comprennent tous les ouvrages prévus au projet, les frais d'essais et d'étude préliminaire indiqués au CCTP.

Les coûts de transport sont compris dans les prix des travaux quels que soient les mouvements des terres réalisés, les terrassements généraux et la mise en dépôt ou en décharge publique étant effectués dans les limites du territoire de la Région du Centre.

QUANTITE MISE EN ŒUVRE NE DONNANT PAS LIEU AU PAIEMENT

Les travaux devant être exécutés conformément aux prescriptions du dossier technique, pièces et plans approuvés « Bon pour exécution », les quantités à prendre en compte seront effectivement calculées sur la base des côtes et dimensions fixées à ces plans ou modifiées par ordre de service.

S'il s'avère que par négligence, ou pour les commodités d'exécution, le Cocontractant met en œuvre des quantités supérieures à celle prévues aux plans approuvés seules seront prises en compte pour règlement les quantités résultant des plans approuvés « Bon pour exécution ».

LES PRIX UNITAIRES SERONT DONNES HORS TAXES

Objectifs

Les objectifs du Bordereau des prix sont :

- De permettre une bonne comparaison des prix offres à évaluer sur la base d'une nomenclature définissant ces prix en fonction des tâches élémentaires constituant un poste de prix ;
- De permettre, une fois le marché conclu, l'évaluation et le paiement des travaux exécutés. Pour atteindre ces objectifs, le Bordereau des prix doit répertorier les travaux de façon suffisamment détaillée pour distinguer entre différentes, natures de travaux, ou entre travaux de même nature exécutés dans des endroits différents, ou entre toutes autres conditions susceptibles de donner lieu à des variations de coûts.

Sans oublier que les prix comprennent également toutes suggestions découlant de l'application des dispositions administratives et techniques prévues dans les pièces écrites.

Séries de prix

Dans un bordereau des prix, les prix sont groupés en rubriques de façon à distinguer entre les parties des travaux qui par nature, accès, calendrier ou toute autre caractéristique peuvent donner lieu à des variations sur les méthodes de construction, ou séquence des travaux, ou considération de coût. Ces rubriques constituent des séries de prix.

Unités de mesure

Le système métrique sera utilisé, et les abréviations suivantes sont recommandées :

mètre	m	centimètre	cm	millimètre	mm
hectare	ha	mètre carré	m²	millimètre carré	mm²
litre	l	mètre cube	m³	unité	u
kilogramme	kg	Tonne	t	forfait	ff
seconde	s	heure	h		

PRESENTATION DU BORDEREAU DES PRIX

Le bordereau des prix unitaires doit être présenté sous la forme d'un tableau de trois colonnes. Les codes de la série et du prix figurent à la première colonne ; la définition des prestations composant le prix, l'unité de mesure et le montant en lettres constituent la deuxième colonne ; la troisième colonne est réservée au montant du prix en chiffres. Cette dernière colonne est susceptible d'être éclatée en autant de colonnes qu'il y a d'unités monétaires de paiement.

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES POUR L'ELECTRIFICATION DANS LA LOCALITE DE MINSE (LOT NUMERO 1)

N° Prix	Désignation des tâches Prix Unitaires hors TVA en Lettres	U.	P.U. HTVA En chiffre	P.U. HTVA En lettre
101	<p>LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES</p> <p>Etudes et installation de chantier</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux), les frais d'installation de chantier ainsi que l'aménée et le repli du matériel ainsi que, la réalisation de la Notice d'Impact Environnemental. il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les frais d'acquisition ou d'occupation temporaire du terrain nécessaire, indemnisation de toute nature ; - la préparation des surfaces, la construction, les aménagements des baraquages de chantier, des ateliers, des entrepôts, les logements, bureaux et laboratoires de l'entrepreneur et de l'Ingénieur du Marché ; - les bureaux de l'administration selon le plan fourni par l'Ingénieur du Marché ; - l'alimentation en eau potable et en énergie électrique du chantier et l'évacuation des eaux usées après dégraissage et épuration par fosse septique ; - les moyens de liaison téléphonique ; - les frais d'entretien, de nettoyage et d'exploitation des locaux, ateliers et entrepôts, y compris gardiennage ; - l'aménagement et le repli du matériel et engins nécessaires à l'exécution du chantier, y compris notamment centrale de concassage, centrale à béton, bascule de chantier, engins de terrassement, de chaussée et de transport ; - l'aménagement et l'entretien des voies d'accès au chantier ; - le contrôle et la vérification des plans de l'Appel d'Offres ; - la remise en état des sites conformément aux prescriptions environnementales, et toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux dans les délais impartis : - le(s) panneau(x) d'indication du chantier - les suggestions de maintien de la circulation durant les travaux. <p>Le paiement sera effectué de la manière suivante au prorata de l'avancement et dans les limites</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quatre-vingt-cinq (85) pour cent après toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux) et l'installation du chantier ; - Quinze (15) pour cent après le démontage, le repli du chantier, l'établissement du cahier de charge de la Notice d'Impact Environnemental la remise en état des lieux et la remise par l'Entrepreneur du dossier des plans conformes à l'exécution (plan de recollement). <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
102	<p>Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform au modèle en vigueur sur la nature des travaux à réaliser</p> <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE				

201	LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE Etude et piquetage Ce prix comprend la définition de l'axe du projet y compris toutes sujétions de mise en œuvre, il est évalué au kilomètre Le Kilomètre ----- F CFA			
202	Fouilles en terrain normal Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube les fouilles descendues jusqu'au bon sol Le Mètre cube ----- F CFA	m³		
203	F et P poteau béton 11m/300 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
204	F et P poteau béton 11m/500 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
205	F et P Ferrure de tête Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des ferrure de tête y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
206	F et P Tige renforcée TG16/500 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des tiges renforcée TG16/500 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
207	F et P Isolateur rigide Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des isolateurs rigide y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
208	F et P chaîne d'ancre 24KV 3 élts 34/54mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des chaîne d'ancre 24KV 3 élts 34/54mm2 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
209	F et P Pince d'ancre Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Pince d'ancre y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
210	F et P Fer U pour ancrage MT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Fer U pour ancrage MT y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
211	Attache perfomed Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Attache perfomed y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
212	Confection bretelle de dérivation MT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des bretelle de dérivation MT y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
213	F et déroulage câble almélec 34/54 mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire Le Mètre linéaire est de : ----- F CFA	ml		
214	F et P Plaque Numéro et Numérotation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Plaque Numéro et Numérotation y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
215	F et P plaque DM Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des plaque DM y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
216	Prise en charge touret Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des touret y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		

217	Herse métallique 2,4m Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Herse métallique 2,4m y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
218	F et P Nappe voute rigide simple NVR1 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Nappe voute rigide simple NVR1 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
219	Travaux sous coupure Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
220	Massif de fondation pour supports Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre Le Mètre cube ----- F CFA	m³		
221	F et P IACM 36 KV Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des IACM 36 KV y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
222	F et P Support béton 12m/500 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Support béton 12m/500 dan y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
223	Confection plate-forme de manœuvre IACM Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
224	Confection MALT IACM Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble L'ensemble est de : ----- F CFA	Ens		
LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H6I 160 KVA (AU VILLAGE MINSE)				
301	LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H6I 160 KVA (AU VILLAGE MINSE) F et P Transformateur H6I 160 KVA-36KV/B2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose Transformateur H6I 160 KVA-36KV/B2 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
302	Support béton de 12m/1000 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
303	Fouilles en terrain normal Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
304	F et P C/C à expulsion avec élément fusible de 6,3 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
305	F et P Parafoudre 27 KV Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
306	F et P DHP y compris accessoires Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
307	Equipement complet poste Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
308	Confection MALT TYPE 2BH Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble L'ensemble est de : ----- F CFA	Ens		
309	Massif de fondation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
LOT 400 : BRANCHEMENT MENAGE				

401	LOT 400 : BRANCHEMENT MENAGE Branchement + Abonnement ENEO 2 fils prépayés Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	M²		
LOT 500 : PRESTATIONS DIVERSES				
501	LOT 500 : PRESTATIONS DIVERSES Transport et manutention matériel Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
502	Transport poteaux béton Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
503	Abattage et élagage Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
504	Déplacement équipe Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		

**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES POUR REHABILITATION DE LA
LIGNE BT EN POTEAU BETONS DU VILLAGE BISSOMBE (LIEU-DIT CARREFOUR
MBOCK MEDARD) --- VILLAGE EKOANGOMBE SUD (LIEU-DIT MANGOG)**

(LOT NUMERO 2)

N° Prix	Désignation des tâches Prix Unitaires hors TVA en Lettres	U.	P.U. HTVA En chiffre	P.U. HTVA En lettre
101	<p>LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES</p> <p>Etudes et installation de chantier</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux), les frais d'installation de chantier ainsi que l'aménée et le repli du matériel ainsi que, la réalisation de la Notice d'Impact Environnemental. il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les frais d'acquisition ou d'occupation temporaire du terrain nécessaire, indemnisation de toute nature ; - la préparation des surfaces, la construction, les aménagements des baraqués de chantier, des ateliers, des entrepôts, les logements, bureaux et laboratoires de l'entrepreneur et de l'Ingénieur du Marché ; - les bureaux de l'administration selon le plan fourni par l'Ingénieur du Marché ; - l'alimentation en eau potable et en énergie électrique du chantier et l'évacuation des eaux usées après dégraissage et épuration par fosse septique ; - les moyens de liaison téléphonique ; - les frais d'entretien, de nettoyage et d'exploitation des locaux, ateliers et entrepôts, y compris gardiennage ; - l'aménée et le repli du matériel et engins nécessaires à l'exécution du chantier, y compris notamment centrale de concassage, centrale à béton, bascule de chantier, engins de terrassement, de chaussée et de transport ; - l'aménagement et l'entretien des voies d'accès au chantier ; - le contrôle et la vérification des plans de l'Appel d'Offres ; - la remise en état des sites conformément aux prescriptions environnementales, et toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux dans les délais impartis ; - le(s) panneau(x) d'indication du chantier - les suggestions de maintien de la circulation durant les travaux. <p>Le paiement sera effectué de la manière suivante au prorata de l'avancement et dans les limites</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quatre-vingt-cinq (85) pour cent après toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux) et l'installation du chantier ; - Quinze (15) pour cent après le démontage, le repli du chantier, l'établissement du cahier de charge de la Notice d'Impact Environnemental la remise en état des lieux et la remise par l'Entrepreneur du dossier des plans conformes à l'exécution (plan de recollement). <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
102	<p>Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform au modèle en vigueur sur la nature des travaux à réaliser</p> <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
	LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE			
201	<p>LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE</p> <p>Etude et piquetage</p> <p>Ce prix comprend la définition de l'axe du projet y compris toutes sujétions de mise en œuvre, il est évalué au kilomètre</p> <p>Le Kilomètre ----- F CFA</p>	Km		

202	Fouilles en terrain normal Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube les fouilles descendues jusqu'au bon sol <i>Le Mètre cube ----- F CFA</i>	m³		
203	F et P poteau béton 11m/300 dan (forme rectangulaire) Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	U		
204	F et P Armement d'alignement BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	U		
205	F et P Armement d'ancrage BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	U		
206	F et déroulage câble almélec 4x25 mm² Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire <i>Le Mètre linéaire est de : ----- F CFA</i>	ml		
207	F et P Plaque Numéro et Numérotation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Plaque Numéro et Numérotation y compris toutes sujétion <i>L'Unité ----- F CFA</i>	U		
208	Mise à la terre type C Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	U		
209	Prise en charge touret Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	U		
210	Massif de fondation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre <i>Le Mètre cube ----- F CFA</i>	m³		
211	Raccord BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
212	F et P Capuchon d'extrémité Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble <i>L'ensemble est de : ----- F CFA</i>	Ens		

LOT 300 : BRANCHEMENT MENAGE

301	LOT 300 : BRANCHEMENT MENAGE Branchemet + Abonnement ENEO 2 fils prépayés Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	M²		
------------	--	----------------------	--	--

LOT 400 : PRESTATIONS DIVERSES

401	LOT 400 : PRESTATIONS DIVERSES Transport et manutention matériel Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
402	Transport poteaux béton Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
403	Abattage et élagage Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
404	Déplacement équipe Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		

**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES POUR L'ELECTRIFICATION DANS LA
LOCALITE DE SIMANYAI 1 (LOT NUMERO 3)**

N° Prix	Désignation des tâches Prix Unitaires hors TVA en Lettres	U.	P.U. HTVA En chiffre	P.U. HTVA En lettre
101	<p>LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES</p> <p>Etudes et installation de chantier</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux), les frais d'installation de chantier ainsi que l'aménée et le repli du matériel ainsi que, la réalisation de la Notice d'Impact Environnemental. il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les frais d'acquisition ou d'occupation temporaire du terrain nécessaire, indemnisation de toute nature ; - la préparation des surfaces, la construction, les aménagements des baraqués de chantier, des ateliers, des entrepôts, les logements, bureaux et laboratoires de l'entrepreneur et de l'Ingénieur du Marché ; - les bureaux de l'administration selon le plan fourni par l'Ingénieur du Marché ; - l'alimentation en eau potable et en énergie électrique du chantier et l'évacuation des eaux usées après dégraissage et épuration par fosse septique ; - les moyens de liaison téléphonique ; - les frais d'entretien, de nettoyage et d'exploitation des locaux, ateliers et entrepôts, y compris gardiennage ; - l'aménée et le repli du matériel et engins nécessaires à l'exécution du chantier, y compris notamment centrale de concassage, centrale à béton, bascule de chantier, engins de terrassement, de chaussée et de transport ; - l'aménagement et l'entretien des voies d'accès au chantier ; - le contrôle et la vérification des plans de l'Appel d'Offres ; - la remise en état des sites conformément aux prescriptions environnementales, et toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux dans les délais impartis : - le(s) panneau(x) d'indication du chantier - les suggestions de maintien de la circulation durant les travaux. <p>Le paiement sera effectué de la manière suivante au prorata de l'avancement et dans les limites</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quatre-vingt-cinq (85) pour cent après toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux) et l'installation du chantier ; - Quinze (15) pour cent après le démontage, le repli du chantier, l'établissement du cahier de charge de la Notice d'Impact Environnemental la remise en état des lieux et la remise par l'Entrepreneur du dossier des plans conformes à l'exécution (plan de recollement). <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
102	<p>Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform au modèle en vigueur sur la nature des travaux à réaliser</p> <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE				
201	<p>LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE</p> <p>Etude et piquetage</p> <p>Ce prix comprend la définition de l'axe du projet y compris toutes sujétions de mise en œuvre, il est évalué au kilomètre</p> <p>Le Kilomètre ----- F CFA</p>	Km		
202	<p>Fouilles en terrain normal</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube les fouilles descendues jusqu'au bon sol</p> <p>Le Mètre cube ----- F CFA</p>	m ³		

203	F et P poteau béton 11m/300 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
204	F et P poteau béton 11m/500 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
205	F et P Ferrure de tête Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des ferrure de tête y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
206	F et P Isolateur rigide Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des isolateurs rigide y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
207	F et P chaine d'ancrage 30KV 3 élts 34/54mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des chaîne d'ancrage 24KV 3 élts 34/54mm2 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
208	F et P Pince d'ancrage MT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Pince d'ancrage y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
209	F et P Fer U pour ancrage MT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Fer U pour ancrage MT y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
210	Massif de fondation pour supports béton Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre Le Mètre cube ----- F CFA	m³		
211	Attache perfomed Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Attache perfomed y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
212	Confection bretelle de dérivation MT 34 mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des bretelle de dérivation MT y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
213	F et P C/C à expulsion Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
214	F et déroulage câble almélec 34/54 mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire Le Mètre linéaire est de : ----- F CFA	ml		
215	F et P plaque DM Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des plaque DM y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
216	Prise en charge touret Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des touret y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H6I 25 KVA (AU VILLAGE SIMANYAI I)				
301	LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H6I 25 KVA (AU VILLAGE SIMANYAI I) F et P Transformateur H6I 25 KVA-17,32KV/B2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose Transformateur H6I 25 KVA-17,32KV/B2 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
302	Support béton de 12m/500 dan			

	Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
303	Fouilles en terrain normal Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
304	F et P C/C à expulsion Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
305	F et P Parafoudre 27 KV Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
306	Confection MALT TYPE 2BH Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble L'ensemble est de : ----- F CFA	Ens		
307	Massif de fondation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
308	Equipement complet poste mono Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Le Forfait ----- F CFA	ff		

LOT 400 : CONSTRUCTION LIGNE BT AERIENNE

401	LOT 400 : CONSTRUCTION LIGNE BT AERIENNE Etude et piquetage Ce prix comprend la définition de l'axe du projet y compris toutes sujétions de mise en œuvre, il est évalué au kilomètre Le Kilomètre ----- F CFA	Km		
402	Fouilles en terrain normal Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube les fouilles descendues jusqu'au bon sol Le Mètre cube ----- F CFA	M2		
403	F et P poteau béton 9m/300 dan (forme rectangulaire) Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
404	Armement alignement BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
405	Armement d'ancrage BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
406	F et déroulement câble 4x25mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire Le Mètre linéaire est de : ----- F CFA			
407	F et P Plaque numéro + numérotation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
408	Mise à la terre type C Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
409	Prise en charge touret Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
410	Massif de fondation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
411	Raccord BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Le Forfait ----- F CFA			
412	F et P Capuchon d'extrémité Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble L'ensemble est de : ----- F CFA	Ens		

LOT 500 : BRANCHEMENT MENAGE

501	LOT 500 : BRANCHEMENT MENAGE Branchement + Abonnement ENEO 2 fils prépayés Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	M²		
LOT 600 : PRESTATIONS DIVERSES				
601	LOT 600 : PRESTATIONS DIVERSES Transport et manutention matériel Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
602	Transport poteaux béton Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
603	Abattage et élagage Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
604	Déplacement équipe Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		

**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES POUR L'ELECTRIFICATION DANS LA
LOCALITE DE MANDOI (LOT NUMERO 4)**

N° Prix	Désignation des tâches Prix Unitaires hors TVA en Lettres	U.	P.U. HTVA En chiffre	P.U. HTVA En lettre
101	<p>LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES</p> <p>Etudes et installation de chantier</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux), les frais d'installation de chantier ainsi que l'aménée et le repli du matériel ainsi que, la réalisation de la Notice d'Impact Environnemental. il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les frais d'acquisition ou d'occupation temporaire du terrain nécessaire, indemnisation de toute nature ; - la préparation des surfaces, la construction, les aménagements des baraqués de chantier, des ateliers, des entrepôts, les logements, bureaux et laboratoires de l'entrepreneur et de l'Ingénieur du Marché ; - les bureaux de l'administration selon le plan fourni par l'Ingénieur du Marché ; - l'alimentation en eau potable et en énergie électrique du chantier et l'évacuation des eaux usées après dégraissage et épuration par fosse septique ; - les moyens de liaison téléphonique ; - les frais d'entretien, de nettoyage et d'exploitation des locaux, ateliers et entrepôts, y compris gardiennage ; - l'aménagement et le repli du matériel et engins nécessaires à l'exécution du chantier, y compris notamment centrale de concassage, centrale à béton, bascule de chantier, engins de terrassement, de chaussée et de transport ; - l'aménagement et l'entretien des voies d'accès au chantier ; - le contrôle et la vérification des plans de l'Appel d'Offres ; - la remise en état des sites conformément aux prescriptions environnementales, et toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux dans les délais impartis : - le(s) panneau(x) d'indication du chantier - les suggestions de maintien de la circulation durant les travaux. <p>Le paiement sera effectué de la manière suivante au prorata de l'avancement et dans les limites</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quatre-vingt-cinq (85) pour cent après toutes les études afférentes au projet (plan, aires de stockage ; projet d'exécution des travaux) et l'installation du chantier ; - Quinze (15) pour cent après le démontage, le repli du chantier, l'établissement du cahier de charge de la Notice d'Impact Environnemental la remise en état des lieux et la remise par l'Entrepreneur du dossier des plans conformes à l'exécution (plan de recollement). <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
102	<p>Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Fourniture et la pose d'un panneau de chantier conform au modèle en vigueur sur la nature des travaux à réaliser</p> <p>Le Forfait ----- F CFA</p>	ff		
LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE				
201	<p>LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE</p> <p>Etude et piquetage</p> <p>Ce prix comprend la définition de l'axe du projet y compris toutes sujétions de mise en œuvre, il est évalué au kilomètre</p> <p>Le Kilomètre ----- F CFA</p>	Km		
202	<p>Fouilles en terrain normal</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube les fouilles descendues jusqu'au bon sol</p> <p>Le Mètre cube ----- F CFA</p>	m ³		

203	F et P poteau béton 11m/300 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
204	F et P poteau béton 11m/500 dan Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
205	F et P Ferrure de tête Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des ferrure de tête y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
206	F et P Isolateur rigide Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des isolateurs rigide y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
207	F et P chaine d'ancrage 30KV 3 élts 34/54mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des chaîne d'ancrage 24KV 3 élts 34/54mm2 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
208	F et P Pince d'ancrage MT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Pince d'ancrage y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
209	F et P Fer U pour ancrage MT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Fer U pour ancrage MT y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
210	Massif de fondation pour supports béton Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre Le Mètre cube ----- F CFA	m³		
211	Attache perfomed Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des Attache perfomed y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
212	Confection bretelle de dérivation MT 34 mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des bretelle de dérivation MT y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
213	F et P C/C à expulsion Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
214	F et déroulage câble almélec 34 mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire Le Mètre linéaire est de : ----- F CFA	ml		
215	F et P plaque DM Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des plaque DM y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
216	Prise en charge touret Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des touret y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H6I 25 KVA (AU VILLAGE MANDOI)				
301	LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H6I 25 KVA (AU VILLAGE MANDOI) F et P Transformateur H6I 25 KVA-17,32KV/B2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose Transformateur H6I 25 KVA-17,32KV/B2 y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
302	Support béton de 12m/500 dan			

	Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
303	Fouilles en terrain normal Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
304	F et P C/C à expulsion Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
305	F et P Parafoudre 27 KV Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
306	Confection MALT TYPE 2BH Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble L'ensemble est de : ----- F CFA	Ens		
307	Massif de fondation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
308	Equipement complet poste mono Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Le Forfait ----- F CFA	ff		

LOT 400 : CONSTRUCTION LIGNE BT AERIENNE

401	LOT 400 : CONSTRUCTION LIGNE BT AERIENNE Etude et piquetage Ce prix comprend la définition de l'axe du projet y compris toutes sujétions de mise en œuvre, il est évalué au kilomètre Le Kilomètre ----- F CFA	Km		
402	Fouilles en terrain normal Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube les fouilles descendues jusqu'au bon sol Le Mètre cube ----- F CFA	M2		
403	F et P poteau béton 9m/300 dan (forme rectangulaire) Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des poteaux béton y compris toutes sujétion L'Unité ----- F CFA	U		
404	Armement alignement BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
405	Armement d'ancrage BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
406	F et déroulement câble 4x25mm2 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire Le Mètre linéaire est de : ----- F CFA			
407	F et P Plaque numéro + numérotation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
408	Mise à la terre type C Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
409	Prise en charge touret Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité L'Unité ----- F CFA	U		
410	Massif de fondation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au cube Le Mètre cube ----- F CFA	M3		
411	Raccord BT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) Le Forfait ----- F CFA			
412	F et P Capuchon d'extrémité Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble L'ensemble est de : ----- F CFA	Ens		

LOT 500 : BRANCHEMENT MENAGE

501	LOT 500 : BRANCHEMENT MENAGE Branchement + Abonnement ENEO 2 fils prépayés Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité <i>L'Unité ----- F CFA</i>	M²		
LOT 600 : PRESTATIONS DIVERSES				
601	LOT 600 : PRESTATIONS DIVERSES Transport et manutention matériel Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
602	Transport poteaux béton Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
603	Abattage et élagage Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		
604	Déplacement équipe Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (Ff) <i>Le Forfait ----- F CFA</i>	ff		

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR

ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF

PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE
LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 7

Détail Estimatif (DE)

Cadre du Détail Estimatif et Quantitatif
POUR L'ELECTRIFICATION DANS LA LOCALITE DE MINSE (LOT NUMERO 1)

N°	DESIGNATION	U	QTE	P.U.	P.TOTAL
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES					
101	Installation du chantier et repli du matériel	ff	1		
102	F et P de panneaux de chantier	ff	1		
SOUS-TOTAL LOT 100					
LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE					
201	Etude et piquetage	Km	0,05		
202	Fouilles en terrain normal	m3	0,3		
203	F et P Poteau béton 11m/300 dan	u	1		
204	F et P Poteau béton 11m/500 dan	u	0		
205	F et P Ferrure de tête	u	0		
206	F et P Tige renforcée TG16/500	u	0		
207	F et P Isolateur rigide	u	0		
208	F et P Chaine d'ancrage 24KV 3 élts 34/54mm2	u	12		
209	F et P Pince d'ancrage MT	u	15		
210	F et P FER U pour ancrage MT	u	12		
211	Attache perfomed	u	0		
212	Confection bretelle de dérivation MT	u	3		
213	F et déroulage Câble almelec 34/54 mm2	ml	158		
214	F et P Plaque numéro et numérotation	u	2		
215	F et P Plaque DM	u	2		
216	Prise en charge touret	u	1		
217	Herse métallique 2,4m	u	4		
218	F et P Nappe voute rigide simple NVR1	u	0		
219	Travaux sous coupure	u	1		
220	Massif de fondation pour supports	M3	0,3		
221	F et P IACM 36 KV	u	1		
222	F et P Support béton 12m/500 dan	u	1		
223	Confection plate-forme de manœuvre IACM	u	1		
224	Confection MALT IACM	Ens	1		
SOUS-TOTAL LOT 200					
LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H61 160 KVA (AU VILLAGE MINSE)					
301	F et P Transformateur H61 160 KVA-36KV/B2	u	1		
302	F et P Support béton 12m :1000 dan	u	1		
303	Fouilles en terrain normal	m3	1		
304	F et P C/C à expulsion avec élément fusible de 6,3 A	u	3		
305	F et P Parafoudre 27 KV	u	3		
306	F et P DHP y compris accessoires	u	1		
307	Equipement complet poste	u	1		
308	Confection MALT type 2BH	Ens	2		
309	Massif de fondation	M3	1		
SOUS-TOTAL LOT 300					
LOT 400 : BRANCHEMENT MENAGE					
401	Branchemet + Abonnement ENEO 2 fils prépayés	u	2		
SOUS-TOTAL LOT 400					
LOT 500 : PRESTATIONS DIVERSES					
501	Transport et manutention matériel	ff	1		
502	Transport poteaux béton	ff	1		
503	Abattage et élagage	ff	0		
504	Déplacement équipe	ff	1		
TOTAL GENERAL HORS TAXES (H.T)					

TOTAL GENERAL TOUTES TAXES COMPRISÉS	
T.V.A : 19,25% H.T.	
I.R.: 2,2 ou 5,5% H.T.	
NET A MANDATER A L'ENTREPRENEUR	
Arrêté le présent devis estimatif à la somme de T.T.C.	

Arrêté le présent devis à la somme TTC de :

L'ENTREPRENEUR

Cadre du Détail Estimatif et Quantitatif

**REHABILITATION DE LA LIGNE BT EN POTEAU BETONS DU VILLAGE BISSOMBE
(LIEU-DIT CARREFOUR MBOCK MEDARD) --- VILLAGE EKOANGOMBE SUD (LIEU-DIT MANGOG)
(LOT NUMERO 2)**

N°	DESIGNATION	U	QTE	P.U.	P.TOTAL
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES					
101	Installation du chantier et repli du matériel	ff	1		
102	F et P de panneaux de chantier	ff	1		
SOUS-TOTAL LOT 100					
LOT 200 : REHABILITATION LIGNE BT EN POTEAU BETON (DU VILLAGE BISSOMBE au lieu-dit Carrefour MBOCK MEDARD jusqu'au village EKOANGOMBE SUD (MANGOG))					
201	Etude et piquetage	Km	0,75		
202	Fouilles en terrain normal	m3	3,5		
203	F et P Poteau béton 11m/300 dan (forme rectangulaire)	u	12		
204	F et Armement d'alignement BT	u	10		
205	F et P Armement d'ancrage BT	u	6		
206	F et déroulage Câble 4x25 mm2	ml	400		
207	F et P Plaque numéro et numérotation	u	12		
208	Mise à la terre type C	u	4		
209	Prise en charge touret	u	1		
210	Massif de fondation	M2	2		
211	Raccord BT	ff	4		
212	F et P Capuchon d'extrémité	Ens	2		
SOUS-TOTAL LOT 200					
LOT 300 : BRANCHEMENT MENAGE					
301	Branchemet + Abonnement ENEO 2 fils prépayés	u	2		
SOUS-TOTAL LOT 400					
LOT 400 : PRESTATIONS DIVERSES					
401	Transport et manutention matériel	ff	1		
402	Transport poteaux béton	ff	1		
403	Abattage et élagage	ff	0		
404	Déplacement équipe	ff	1		
TOTAL GENERAL HORS TAXES (H.T.)					
TOTAL GENERAL TOUTES TAXES COMPRISSES					
T.V.A : 19,25% H.T.					
I.R.: 2,2 ou 5,5% H.T.					
NET A MANDATER A L'ENTREPRENEUR					
Arrêté le présent devis estimatif à la somme de T.T.C.					

Arrêté le présent devis à la somme TTC de :

L'ENTREPRENEUR

Cadre du Détail Estimatif et Quantitatif
ELECTRIFICATION DANS LA LOCALITE DE SIMANYAI 1
(LOT NUMERO 3)

N°	DESIGNATION	U	QTE	P.U.	P.TOTAL
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES					
101	Installation du chantier et repli du matériel	ff	1		
102	F et P de panneaux de chantier	ff	1		
SOUS-TOTAL LOT 100					
LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE					
201	Etude et piquetage	Km	0,05		
202	Fouilles en terrain normal	m3	0,3		
203	F et P Poteau béton 11m/300 dan	u	1		
204	F et P Poteau béton 11m/500 dan	u	0		
205	F et P Ferrure de tête	u	2		
206	F et P Isolateur rigide	u	2		
207	F et P Chaine d'ancrage 30KV 3 élts 34mm2	u	2		
208	F et P Pince d'ancrage MT	u	3		
209	F et P FER U pour ancrage MT	u	2		
210	Massif de fondation pour supports béton	M3	0,3		
211	Attache perfomed	u	2		
212	Confection bretelle de dérivation MT 34mm2	u	1		
213	F et P C/C à expulsion	u	1		
214	F et déroulage du Câble almélec 34mm2	ml	53		
215	F et P Plaque DM	u	2		
216	Prise en charge touret	u	1		
SOUS-TOTAL LOT 200					
LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H61 25 KVA (AU VILLAGE SIMANYAI 1)					
301	F et P Transformateur H61 25 KVA-17,32KV/B2	u	1		
302	F et P Support béton 12m /500 dan	u	1		
303	Fouilles en terrain normal	m3	0,3		
304	F et P C/C à expulsion	u	1		
305	F et P Parafoudre 27 KV	u	1		
306	Confection MALT type 2BH	Ens	2		
307	Massif de fondation	M3	0,2		
308	Equipement complet poste	ff	1		
SOUS-TOTAL LOT 300					
LOT 400 : CONSTRUCTION LIGNE BT AERIENNE					
401	Etude et piquetage	Km	0,3		
402	Fouilles en terrain normal	M3	2		
403	F et P Poteau béton 9/300 dan (forme rectangulaire)	u	4		
404	F et P Armement d'alignement BT	u	4		
405	F et P armement d'ancrage BT	u	3		
406	F et Déroulement cable 4x25mm2	ml	0		
407	F et P Plaque numero + numérotation	u	5		
408	Mise à la terre type C	u	2		
409	Prise en charge touret	u	1		
410	Massif de fondation	M3	1		
411	Raccord BT	ff	4		
412	F et P Capuchon d'extrémité	Ens	2		
LOT 500 : BRANCHEMENT MENAGE					
501	Branchemen + Abonnement ENEO 2 fils prépayés	u	2		

SOUS-TOTAL LOT 400**LOT 600 : PRESTATIONS DIVERSES**

601	Transport et manutention matériel	ff	1		
602	Transport poteaux béton	ff	1		
603	Abattage et élagage	ff	1		
504	Déplacement équipe	ff	1		

TOTAL GENERAL HORS TAXES (H.T.)**TOTAL GENERAL TOUTES TAXES COMPRISSES**

T.V.A : 19,25% H.T.

I.R.: 2,2 ou 5,5% H.T.

NET A MANDATER A L'ENTREPRENEUR

Arrêté le présent devis estimatif à la somme de T.T.C.

Arrêté le présent devis à la somme TTC de :

L'ENTREPRENEUR

Cadre du Détail Estimatif et Quantitatif
ELECTRIFICATION DANS LA LOCALITE DE MANDOI
(LOT NUMERO 4)

N°	DESIGNATION	U	QTE	P.U.	P.TOTAL
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES					
101	Installation du chantier et repli du matériel	ff	1		
102	F et P de panneaux de chantier	ff	1		
SOUS-TOTAL LOT 100					
LOT 200 : CONSTRUCTION LIGNE MT TRIPHASE					
201	Etude et piquetage	Km	0,05		
202	Fouilles en terrain normal	m3	0,3		
203	F et P Poteau béton 11m/300 dan	u	1		
204	F et P Poteau béton 11m/500 dan	u	0		
205	F et P Ferrure de tête	u	2		
206	F et P Isolateur rigide	u	2		
207	F et P Chaine d'ancrage 30KV 3 élts 34mm2	u	2		
208	F et P Pince d'ancrage MT	u	3		
209	F et P FER U pour ancrage MT	u	2		
210	Massif de fondation pour supports béton	M3	0,3		
211	Attache perfomed	u	2		
212	Confection bretelle de dérivation MT 34mm2	u	1		
213	F et P C/C à expulsion	u	1		
214	F et déroulage du Câble almélec 34mm2	ml	53		
215	F et P Plaque DM	u	2		
216	Prise en charge touret	u	1		
SOUS-TOTAL LOT 200					
LOT 300 : POSTE DE TRANSFORMATION H61 25 KVA (AU VILLAGE MANDOI)					
301	F et P Transformateur H61 25 KVA-17,32KV/B2	u	1		
302	F et P Support béton 12m /500 dan	u	1		
303	Fouilles en terrain normal	m3	0,3		
304	F et P C/C à expulsion	u	1		
305	F et P Parafoudre 27 KV	u	1		
306	Confection MALT type 2BH	Ens	2		
307	Massif de fondation	M3	0,2		
308	Equipement complet poste	ff	1		
SOUS-TOTAL LOT 300					
LOT 400 : CONSTRUCTION LIGNE BT AERIENNE					
401	Etude et piquetage	Km	0,3		
402	Fouilles en terrain normal	M3	2		
403	F et P Poteau béton 9/300 dan (forme rectangulaire)	u	4		
404	F et P Armement d'alignement BT	u	4		
405	F et P armement d'ancrage BT	u	3		
406	F et Déroulement cable 4x25mm2	ml	0		
407	F et P Plaque numero + numérotation	u	5		
408	Mise à la terre type C	u	2		
409	Prise en charge touret	u	1		
410	Massif de fondation	M3	1		
411	Raccord BT	ff	4		
412	F et P Capuchon d'extrémité	Ens	2		
LOT 500 : BRANCHEMENT MENAGE					
501	Branchemen + Abonnement ENEO 2 fils prépayés	u	2		

SOUS-TOTAL LOT 400**LOT 600 : PRESTATIONS DIVERSES**

601	Transport et manutention matériel	ff	1		
602	Transport poteaux béton	ff	1		
603	Abattage et élagage	ff	1		
504	Déplacement équipe	ff	1		

TOTAL GENERAL HORS TAXES (H.T.)

TOTAL GENERAL TOUTES TAXES COMPRISSES

T.V.A : 19,25% H.T.

I.R.: 2,2 ou 5,5% H.T.

NET A MANDATER A L'ENTREPRENEUR

Arrêté le présent devis estimatif à la somme de T.T.C.

Arrêté le présent devis à la somme TTC de :

L'ENTREPRENEUR

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE
LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 8

Cadre du Sous détail des prix

NOTE RELATIVE A LA PRESENTATION DES SOUS DETAILS DE PRIX ET TAXES

1. Un sous détail expose toutes les étapes d'établissement d'un prix de vente. Aussi, constitue-t-il un élément important d'appréciation de la qualité du prix proposé par un soumissionnaire.

Il n'est pas nécessaire d'imposer un modèle de présentation à tous les soumissionnaires, compte tenu de la grande diversité de logiciels de détermination des sous détails de prix. En revanche, ils devront comporter les éléments suivants :

- a. Détail du coefficient de vente suivant le modèle présenté après la présente note ;
- b. Coût en prix secs des matériels prévus pour le chantier ;
- c. Coût en prix secs des fournitures nécessaires au chantier ;
- d. Coût de la main d'œuvre locale et expatriée ;
- e. Pour chaque prix du bordereau, une fiche issue des points 1, 2, 3 et 4 susvisés, indiquant les rendements conduisant aux prix unitaires ;
- f. Le sous détail précis des forfaits d'installation du camp de base, d'aménée et de retour du matériel, du laboratoire et ses équipements, d'aménagement d'une carrière (le cas échéant), etc. ;
- g. Le sous détail précis des forfaits d'aménagement, d'entretien des locaux et de fourniture des moyens mis à la disposition du Maître d'Ouvrage ;
- h. Le sous détail des impôts et taxes.

2. Cadre de présentation du coefficient de vente, encore appelé coefficients de frais généraux.

E. Frais généraux de chantier

- Etudes
- ...

Total _____ K1

F. Frais généraux de siège

- Frais de siège
- ...

Total _____ K2

H. Risques et Bénéfices :

- Bénéfices
-

_____ K3

Coefficient de vente $k = 100 / (100 - K)$

Avec $K = K1 + K2 + K3$

1. Toutefois, le Maître d'Ouvrage propose un cadre du sous-détail des prix unitaires qui doit être clairement complété par un coefficient de vente "k" ci-dessus décrit, pour chaque prix unitaire facturé.

CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES

DESIGNATION : (Nom de la tâche)					
N°Prix	Rendement journalier		Qté Totale	Unité	Durée en jrs
			U/jr		
	CATEGORIE	Nombre	Salaires/j	Jrs facturés	Montant
MAIN D'ŒUVRE	Ouvrier spécialisé				
	Chef d'équipe				
	Maneuvres				
	Etc. ...				
	TOTAL A				
MATERIEL ET ENGINS	Type	Qté	Taux journalier	Jrs facturés	Montant
	Véhicule de liaison				
	Petit matériel				
	Camion benne				
	Etc. ...				
	TOTAL B				
MATERIAUX ET DIVERS	Type	Qté	Prix unitaire	Consommation	Montant
	TOTAL C				
D	TOTAL COUTS DIRECTS A+B+C				
E	Frais généraux de chantier			%D	
	Déboursé global			D+E	
F	Frais généraux de siège			%D	
G	COUT DE REVIENT			D+E+F	
H	Risques + bénéfices			%G	
P	PRIX DE VENTE TOTAL HORS TAXE			G+H	
V	PRIX DE VENTE UNITAIRE HORS TAXES			P/Qté	

COUT INDIRECTS COEFFICIENTS MAJORATEURS

MONTANT DES DEBOURSES SECS (A+B+C) :

F.CFA

ITEMS	DESIGNATION	UNITE	QUANTITE	P.U	MONTANT	%
E	K1 : FRAIS GENERAUX DE CHANTIER					K1
1	Encadrement					
1.1		CT	H x Mois			
1.2		CC	H x Mois			
1.3	Personnel de Sécurité		H x Mois			
	Sous-Total Encadrement					
2	Études		H x Mois			
3	Laboratoire		Forfait			
4	Véhicule de liaison		Jour			
5	Matériels et Équipements communs		Forfait			
6	Location de la base vie		Mois			
7	Téléphone personnel de chantier		Mois			
						TOTAL E 0
F	K2 : FRAIS GENERAUX DE SIEGE					K2
1	Frais de siège					
1.1		Missions	Forfait			
1.2		Autres	Forfait			
	Sous-Total Frais de siège					
2	Frais d'Études					
2.1		Acquisition DAO	Forfait			
2.2		Montage Offre	Forfait			
2.3	Études techniques et Recollement		Forfait			
	Sous-Total Frais d'Études					
3	Frais Financiers					
3.1		Cautions et agios	Forfait			
3.2		Retenue de garantie	Forfait			
3.3		CNPS	Forfait			
3.4		Garantie de bonne fin	Forfait			
3.5		Timbre et enregistrement	Forfait			
	Sous-Total Frais Financiers					
4	Assurances		Forfait			
						TOTAL F
H	K3 : RISQUES ET BENEFICES					K3
1	BENEFICES		Forfait	1		
2	PERIODES DE GARANTIE		Forfait	1		
3	AUTRES		Forfait	1		
						TOTAL H
						K

COUT DE VENTE DE LA PRESTATION :

RECAPITULATIF DES COEFFICIENTS :	COEFF	VALEURS
	K1	
	K2	
	K3	
COEFFICIENT DE VENTE :	K	= (1+K1)*(1+K2)*(1+K3) - 1
COUT DE VENTE DE LA PRESTATION (F.CFA) :		= (1+K)*(A+B+C)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

**Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la
Commune de Bot-Makak**

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE
LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 9

Modèle de Lettre Commande

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

LETTER COMMAND N° _____ /LC/C- BOT-MAKAK/SG/SIGAM/2025 PASSEE APRES AVIS D'APPEL
D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 005/AONO/C- BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA COMMUNE DE
BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE EN PROCEDURE D'URGENCE

TITULAIRE : ENTREPRISE :

B.P. : Tél. Et Fax :

N° R.C.....

N° Contribuable :

N° Compte bancaire :

OBJET : (Lot N°) POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX EN VUE DE

LIEU D'EXECUTION :

LOT	Désignation	Imputation Budgétaire	Autorisation de Dépense	Montant TTC	Financement	Délais
..... FCFA	MINEE	3 MOIS

MONTANTS :

- Hors taxes :.....FCFA
- De la TVA (19,25 %).....FCFA
- De l'AIR (2,2% ou 5,5 %)..... FCFA
- Toutes taxes comprises.....FCFA

FINANCEMENT : BIP- (MINEE) EXERCICE 2025

SOUSCRITE,
SIGNEE,
NOTIFIEE,
ENREGISTREE, le.....
le,
le,
le

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, représenté par le Maire de la Commune DE BOT MAKAK.
Dénommé ci-après :
« L'AUTORITE CONTRACTANTE »

D'UNE PART,

ET,

L'ENTREPRISE

B.P

TEL

N°RC

N° contribuable

N° compte bancaire

Représenté par Monsieur ci-après dénommé

« LE COCONTRACTANT »

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I : LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

.....
.....
.....
.....
.....

CHAPITRE II : LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

.....
.....
.....
.....

CHAPITRE III: LE BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)

.....
.....
.....
.....

CHAPITRE IV : LE DÉTAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF (DQE)

.....
.....
.....
.....
.....

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

.....
.....
.....
.....
.....

BORDEAU DES PRIX UNITAIRES

DETAIL ESTIMATIF

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX EN VUE DE

FINANCEMENT : BIP- (MINEE) EXERCICE 2025

N° PRIX	DESIGNATION	U	QTE	PU HTVA	MONTANT FCFA
MONTANT TOTAL HTVA					
TVA (19,25 %)					
MONTANT TTC					
AIR (2,2% ou 5,5 %) du montant HTVA)					
Net à mandater					

Arrêté le devis de la présente Lettre Commande à la somme de :
(Montant en chiffres et en lettres) F CFA toutes taxes comprises.

PAGE N° _____ ET DERNIERE DE LA LETTRE COMMANDE N° _____ /LC/C- BOT MAKAK/SG/SIGAM/2025

PASSEE APRES AVIS DE APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 005/AONO/C- BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE LA COMMUNE DE
BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE EN PROCEDURE D'URGENCE

TTC FCFA : _____

HTVA : _____

TVA : _____

AIR : _____

NET A MANDATER : _____

SIGNATURES

Lue et approuvée par le Cocontractant

BOT MAKAK, le

Signée par Monsieur le Maire de la Commune DE BOT MAKAK
(Autorité Contractante)

BOT MAKAK, le

Enregistrement

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE
LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 10

Formulaires et Modèles

SOMMAIRE

ANNEXE N°1 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

ANNEXE 2 : MODELE DE SOUMISSION

ANNEXE 3 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION

ANNEXE 4 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ANNEXE 5 : MODELE DE CAUTION D'AVANCE DE DEMARRAGE

ANNEXE 6 : MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

ANNEXE 7 : CADRE DE PLANNING

ANNEXE 1 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je soussigné,(Nom et prénoms du mandataire)

Agissant au nom et pour le compte(Entreprises et Groupement d'entreprises),

En vertu de ma qualité (Fonction du signataire),

Déclare sous peine de sanctions édictées par l'article 2 du décret n°54/596 du 11 juin 1945 :

Que le soumissionnaire en question est inscrit sous le n° RC du registre du commerce.

Qu'il n'est pas en état de faillite ou de liquidation judiciaire

Qu'aucun des gérants, administrateurs ou directeurs de l'entreprise ne tombe sous le coup des condamnations, déchéances ou sanctions prévues par la loi n°47/1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles ;

Que le soumissionnaire en question ne tombe pas sous le coup de l'exclusion prévue par le dernier alinéa de l'article 37 de l'Ordonnance n°53/704 du 29 août 1953 relatif au maintien ou rétablissement de la libre concurrence industrielle et commerciale.

En vertu de quoi, j'ai (nous avons) l'honneur de soumissionner pour le soumissionnaire dans le cadre du Présent Appel d'Offres National Ouvert.

Fait à....., le.....

Nom et prénoms du signataire

Fonction

ANNEXE 2 : MODELE DE SOUMISSION

Je, soussigné[indiquer le nom et la qualité du signataire]
représentant la société, l'entreprise ou le groupement(8)..... dont le siège
social est à..... inscrite au registre du commerce de
..... sous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres
n° ____ / AONO/C-BOT-MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 y compris l'(es) additif(s), [rappeler le numéro et l'objet
de l'Appel d'Offres]:

Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et
sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à effectuer.

Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établis
conformément aux cadres figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Me soumets et m'engage à exécuter les travaux conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix
que j'ai établi moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à
.....

[en chiffres et en lettres] francs Cfa Hors TVA, et à
..... francs CFA Toutes Taxes
Comprises. [en chiffres et en lettres]

M'engage à exécuter les travaux dans un délai de mois

M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai 90 jours à compter de la date limite de remise des
offres.

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner
crédit au compte n° ouvert au nom de auprès
de la banque

..... Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à le

Signature de

en qualité de dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de(9)
.....

ANNEXE N° 3 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que l'entreprise , ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du pour [rappeler l'objet de l'Appel d'Offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant]
francs CFA,

Nous [nom et adresse de la banque], représentée par [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;
Ou Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;

manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à , le

[Signature de la banque]

ANNEXE N° 4 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée à [indiquer le Maître d'ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'ouvrage »

Attendu que [nom et adresse du cocontractant], ci-dessous désigné « le Cocontractant », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des fournitures]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Cocontractant remettra au Maître d'ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondant, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Cocontractant ce cautionnement,

Nous,

..... [nom et adresse de banque], représentée par [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Cocontractant n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombeant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de la signature et dès notification du marché. La caution sera libérée dans un délai (indiquer le délai) à compter de la date de réception provisoire des fournitures.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'ouvrage au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

....., le
[signature de la banque]

ANNEXE N° 5 : MODELE DE CAUTION D'AVANCE DE DEMARRAGE

Banque : référence, adresse

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de : [le titulaire], au profit de

Maître d'ouvrage [Adresse du Maître d'ouvrage] (« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché du relatif aux travaux [indiquer l'objet des travaux, les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance [quarante (40) %] du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit :..... francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de[le titulaire] ouverts auprès de la banque sous le n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque

à, le

[signature de la banque]

ANNEXE N° 6 : MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée [*indiquer le Maître d'ouvrage*]

[*Adresse du Maître d'ouvrage*]

ci-dessous désigné « le Maître d'ouvrage »

Attendu quenom et adresse du cocontractant], ci-dessous désigné « le Cocontractant », s'est engagé, en exécution du marché, à réaliser les travaux de [*indiquer l'objet des travaux*]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [*pourcentage inférieur à 10% à préciser*] du montant TTC du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au Cocontractant cette caution,

Nous,adresse de banque], représentée parnoms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'ouvrage, au nom du Cocontractant, pour un montant maximum de[en chiffres et en lettres], correspondant à [à 50%] du montant du marché⁽¹⁰⁾

Et nous nous engageons à payer au Maître d'ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Cocontractant n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [*pourcentage inférieur à 10% à préciser*] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombeant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux Camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à....., le

[signature de la banque]

(10) Cas où la caution est établie une fois au démarrage des travaux et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du marché.

ANNEXE N° 7 : PLANNING

MARCH	LOT N°				MOIS	
Tronçon de					Rendem.	J/sem.
Poste	Nature des travaux(exécution)	unité	QTE	J/sem.	Délai J/sem.	

ANNEXE N° 8 : ATTESTATION DE VISITE DE SITE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail –Patrie

REGION DU CENTRE

| DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

ATTESTATION DE VISITE DE SITE

Je soussigné M. _____

Représentant l'Entreprise _____

Reconnais avoir visité ce jour le _____ du mois de _____ de l'année _____

En compagnie de M. _____

Agissant en lieu et place de l'utilisateur, le site du Projet de _____

Pour lequel mon Entreprise veut soumissionner.

M'étant rendu sur les lieux les observations suivantes ont été relevées :

LE CHEF SERVICE	L'ENTREPRISE

ANNEXE N° 9.1 : MATERIELS

N°	Désignation	Marque	Type	Capacité	Age	Etat de fonctionnem.	Valeur actuel	Ammortis. mensuel	coût entret. mensuel	Taux jour location	Proprietaire	Localisation
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												

ANNEXE N° 9.2 : PERSONNEL

Conducteur des travaux				Chef de Chantier N° 1				Responsable Administratif			
Nom	Age	Fonction	Date de recrutement	Nom	Age	Fonction	Date de recrutement	Nom	Age	Fonction	Date de recrutement
											2003
Formation				Formation				Formation			
Expérience projet Tp/ bâtiment 5 dernières années				Expérience projet Tp/ bâtiment 3 dernières années				Expérience dans la gestion administrative et/ou financière dans une structure des TP			
Voir annexe N° références et CV Personnel signés				Voir annexe N° références et CV Personnel signés				Voir annexe N° références et CV Personnel signés			
Remarques Générales				Remarques Générales				Remarques Générales			
Pers. Encadrement permanent à ce jour				Désignation				Remarques Générales			
A - cadres techniques											
B - cadres administratifs											
C - personnel d'exécution											

ANNEXE N° 9.3 : REFERENCES DES TRAVAUX

N°	Information sur :	Contrat date	Contrat date	Contrat date	Contrat date
1	Maître d'ouvrage				
2	objet du projet				
3	Localisation du projet				
4	Prestation				
5	Montant du contrat				
6	Montant des travaux décomptés à ce jour				
7	Délais d'exécution				
8	réception prov. date				
9	Montant de garantie pour chantier en cours				
10	recept. définitive date				
11	montant de caution en cours				
12	Certificat de bonne fin Annexe N° conducteur des travaux				
13	Nom âge				
14	Chef de chantier				
15	Nombr agents techn.				
16	Nombre ouvriers				
17	matériel et engins utilisés				

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE BOT-MAKAK

SECRETAIRE GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

BOT-MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
PUBLIC PROCUREMENT

Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune DE BOT MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Bot-Makak

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/AONO/C-BOT MAKAK/CIPM/SIGAM/2025 DU 12 FEVRIER 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DANS CERTAINES LOCALITES DE
LA COMMUNE DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

PIECE N° 11

**Liste des Etablissements Bancaires et Organismes Financiers
Autorisés à émettre des garanties et caution dans le cadre
Des Marchés Publics**

Liste des Établissements bancaires de 1er ordre agréés par le Ministère en charge des Finances, et autorisés à émettre les cautions, dans le cadre des marchés publics sont les suivants :

A) BANQUES

- 1- AFRILAND FIRST BANK, BP: 11 834 YAOUNDE ;
- 2- BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM), BP: 2 933 DOUALA ;
- 3- BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK), BP : 600 DOUALA ;
- 4- BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET DE CREDIT (BICEC), BP : 1 925 DOUALA ;
- 5- CITY BANK CAMEROUN (CITIGROUP), BP: 4 571 DOUALA ;
- 6 – COMMERCIAL BANK - CAMEROON (CBC), BP: 4 004 DOUALA ;
- 7 – ECOBANK CAMEROUN (ECOBANK), BP: 582 DOUALA ;
- 8- NATIONAL FINANCIAL CREDIT (NFC- BANK), BP: 6 578 YAOUNDE ;
- 9- SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES –CAMEROUN (SCB-CAMEROUN), BP: 300 DOUALA ;
- 10 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN (SGC), BP : 4 042 DOUALA ;
- 11- STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC), BP: 1 784 DOUALA ;
- 12 - UNION BANK OF CAMEROON PLC (UBC), BP: 15 569 DOUALA ;
- 13 - UNITED BANK FOR AFRICA (UBA), BP: 2 088 DOUALA ;
- 14 - BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME) BP : 12 962 YAOUNDE ;
- 15 - BANQUE OF AFRICA CAMEROUN (BOA CAMEROUN), B.P. 4 593 DOUALA
- 16 – BANGE BANK CAMEROUN (BANGE CMR) ;
- 17 - CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK (CCA-BANK), BP: 30 388 YAOUNDE ;
- 18 - LA REGIONALE BANK, BP: 30 145 YAOUNDE ;

B) COMPAGNIES D'ASSURANCES

- 1- CHANAS ASSURANCES S.A., BP : 109, DOUALA ;
- 2- ACTIVA ASSURANCES, BP : 12 970 DOUALA ;
- 3- ATLANTIQUE ASSURANCES S.A, B.P. 2 933 DOUALA ;
- 4 - ZENITHE INSURANCE S.A, BP: 1 540 DOUALA ;
- 5- PRO ASSUR S.A. B.P. 5 963 DOUALA ;
- 6- AREA ASSURANCES S.A., BP : 1531 DOUALA ;
- 7 - BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S .A., B.P. 2328 DOUALA ;
- 8 - CPA SA. BP : 54 DOUALA ;
- 9 - NSIA ASSURANCES SA. BP: 2 759 DOUALA ;
- 10 - SAAR S.A., B.P. 1011 DOUALA ;
- 11 - SAHAM ASSURANCES S.A., B.P. 11315 DOUALA.